

DESSINONS L'AVENIR DE L'EAU DANS NOTRE BASSIN

P D M 2010-2015

Programme de Mesures
du bassin Adour-Garonne



SOMMAIRE

DELIBERATION DU COMITE DE BASSIN DU 16 NOVEMBRE 2009.....	2
ARRETE DU PREFET COORDONNATEUR DE BASSIN.....	5
1 - OBJET, PORTEE ET ELABORATION DU PDM 2010-2015 ET LIEN AVEC LE SDAGE.....	8
1.1 - Définition.....	8
1.2 - Portée juridique du PDM	9
1.3 - Elaboration du PDM.....	10
1.4 - PDM ET SDAGE, une complémentarité	11
2 - STRUCTURE DU PDM	12
2.1 - Les mesures de base relatives à l'article 11.3 de la DCE.....	12
2.2 - Le répertoire des mesures complémentaires	13
3 - EVALUATION ECONOMIQUE SUR LA BASE DES ACTIONS FINANCIABLES SUR FONDS PUBLICS.....	15
3.1 - Contexte général de la politique de l'eau du bassin.....	15
3.2 - Coût global de la future politique de l'eau du bassin entre 2010 et 2015	16
3.3 - Evaluation des dépenses supplémentaires 2010–2015 pouvant bénéficier de financements publics par rapport aux dépenses actuelles connues.....	20
4 - BENEFICES ISSUS D'UN CHANGEMENT D'ETAT DES EAUX.....	23
5 - SYNTHESE PAR DOMAINE D'ACTION	26
ANNEXES	36
Annexe 1 : Mesures de base relatives à l'article 11.3 de la DCE	
Annexe 2 : Répertoire des mesures complémentaires du PDM	
Annexe 3 : Mesures du PDM rattachées aux orientations fondamentales du SDAGE	
Annexe 4 : Mesures du PDM par commission territoriale et par UHR	

Mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau

Avis sur le programme de mesures (PDM) adossé au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2010/2015 pour le bassin Adour-Garonne (SDAGE)

Le comité de bassin Adour-Garonne délibérant valablement,

Vu la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la directive 2000/60/CE du parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu la délibération N°2005/05/CB en date du 27 juin 2005 adoptant l'organisation et le calendrier pour la révision du SDAGE 1996 et l'élaboration du programme de mesures ;

Vu la délibération N°2005/21/CB en date du 5 décembre 2005 adoptant les orientations fondamentales du SDAGE 2010/2015;

Vu la délibération N° DL/CB/07-14 en date du 3 décembre 2007 portant adoption des projets de SDAGE et de programme de mesures 2010/2015 destinés à la consultation du public ;

Vu la délibération N° DL/CB/08-21 en date du 1er décembre 2008 sur les modalités de consultation des partenaires institutionnels sur les projets de SDAGE et de programme de mesures 2010/2015 ;

Vu la délibération N° DL/CB/08-22 en date du 1er décembre 2008 sur les modalités de prise en compte des avis du public émis lors de la consultation conduite entre avril et octobre 2008 sur les projets de SDAGE et de programme de mesures 2010/2015 ;

Vu la délibération N° DL/CB/09-06 en date du 6 juillet 2009 portant sur les arbitrages liés à la prise en compte des avis du public et des partenaires institutionnels dans les projets de SDAGE et de PDM 2010/2015;

Vu la lettre de saisine du préfet coordonnateur de bassin en date du 29 octobre 2009 sollicitant l'avis du comité de bassin sur le programme de mesures;

Vu le projet soumis pour avis par le Préfet Coordonnateur du Bassin Adour Garonne,

PREND ACTE :

- que le programme de mesures est construit sur le plan technique de manière à atteindre les objectifs du SDAGE (objectifs DCE et objectifs spécifiques au bassin) à l'horizon 2015 et participer ainsi à l'atteinte de l'objectif national du Grenelle de l'environnement de 2/3 des masses d'eaux en bon état écologique à l'horizon 2015,
- que la réussite de la mise en œuvre du PDM nécessite une forte mobilisation de l'ensemble des acteurs du bassin. Dans ce cadre, l'Etat s'organise en déclinant le PDM de manière concrète et opérationnelle à l'échelle des masses d'eau ou des groupes de masses d'eau sous la forme de plans d'actions de ses services déconcentrés (MISE), avec l'appui des DREAL, de l'agence de l'eau et de l'ONEMA et en veillant à associer tous les acteurs de l'eau, notamment les collectivités territoriales,
- que le montant des dépenses liées à la mise en œuvre du programme de mesures entre 2010 et 2015, finançables sur fonds publics, est évalué à 4,1 milliards d'euros,
- que ce montant s'inscrit dans le cadre plus global des dépenses publiques nécessaires à la gestion de l'eau sur le bassin, incluant le programme de mesures, s'élevant à un montant estimé à 5,1 milliards d'euros entre 2010 et 2015,

CONSTATE :

- que le coût des mesures liées à la mise en œuvre de l'ensemble de la politique de l'eau y compris du programme de mesures représente un supplément de dépenses publiques à engager sur le bassin de l'ordre de 100 à 150 millions d'euros par an, par rapport au montant des dépenses actuelles,
- que la réalisation de ce programme de mesures nécessite de mobiliser les financements publics, notamment ceux de l'agence de l'eau, sur les priorités du SDAGE sans pour autant abandonner le financement d'infrastructures nécessaires à l'aménagement et au développement des territoires,
- que la mise en œuvre du programme de mesures s'inscrit dans un contexte économique difficile, tant pour les acteurs publics que pour les acteurs privés et les citoyens, et qu'elle devra tenir compte de leurs capacités contributives respectives,
- qu'il subsiste des incertitudes quant au dimensionnement et à l'efficacité d'une partie des mesures prévues pour atteindre le bon état des eaux dans les délais requis,

DEMANDE :

- que soit étudiée la possibilité d'un appel à la solidarité interbassins pour mieux équilibrer, si nécessaire, les contributions financières de chacun des bassins,
- que la cohérence des actions entre les différents échelons territoriaux (administratifs et hydrographiques) soit assurée par le Préfet Coordonnateur de Bassin, le comité de bassin et les commissions territoriales,
- que la plus grande efficacité au moindre coût soit systématiquement recherchée lors de la mise en œuvre des actions. Dans ce cadre, une large part doit être faite à la sensibilisation des acteurs de l'eau et des citoyens mais aussi à l'innovation, pour modifier les comportements et rechercher des mesures peu coûteuses et efficaces,
- qu'une évaluation des actions engagées en déclinaison du programme de mesures soit régulièrement présentée aux commissions territoriales et au comité de bassin,
- que les réformes institutionnelles n'obèrent pas la capacité des collectivités territoriales ou de leurs groupements à contribuer au financement des actions prévues,

DECIDE

Article unique : de donner un avis favorable sur le programme de mesures (PDM) adossé au schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux 2010/2015 (SDAGE) pour le bassin Adour-Garonne, sous réserve que :

1. La réglementation soit mise en œuvre de façon efficace, notamment la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006, la loi Grenelle 1 du 3 août 2009 et des mesures prévues dans le projet de loi Grenelle 2 qui sont indispensables pour atteindre le niveau d'ambition du bassin fixé à 60% de bon état écologique pour les masses d'eau superficielles à l'horizon 2015,
2. L'ensemble des partenaires financiers s'engage de manière solidaire à soutenir les actions prioritaires du PDM.

Fait et délibéré à Toulouse, le 16 novembre 2009

Le secrétaire du comité de bassin



Marc ABADIE

Le président du comité de bassin



Martin MALVY



PREFECTURE DE LA REGION MIDI-PYRENEES

NOR : DEVO0927773A

ARRETE du 1 DEC. 2009

portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin
Adour-Garonne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures

**Le préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet Coordonnateur du bassin Adour-Garonne
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2000/60/CE du parlement européen et du conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil, du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- Vu la directive 2006/118/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;
- Vu la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4 à 122-11, L. 212-1 à L. 212-2-3, R. 122-17 à R.122-24 et R. 212-1 à R. 212-25 ;
- Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 16 mai 2005 portant délimitation des bassins ou groupements de bassins en vue de l'élaboration et de la mise à jour des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- Vu l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- Vu l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines ;
- Vu l'arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines ;
- Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 28 mars 2008 ;
- Vu les avis émis lors de la consultation du public du 15 avril au 15 octobre 2008 ;
- Vu les avis émis par les assemblées et organismes consultés ;

I, Place Saint-Etienne – 31038 TOULOUSE CEDEX 9 - Tel. 05.34.45.34.45 – Fax 05.34.45.33.05

- Vu l'avis du Comité National de l'Eau en date du 22 avril 2009 ;
- Vu l'avis du Conseil supérieur de l'énergie en date du 7 avril 2009 ;
- Vu la délibération n° DL/CB/09-13 du 16 novembre 2009 du comité de bassin Adour-Garonne adoptant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne ;
- Vu la délibération n° DL/CB/09-14 du 16 novembre 2009 du comité de bassin Adour-Garonne portant avis favorable sur le programme de mesures du bassin Adour-Garonne ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, délégué de bassin Adour-Garonne,

ARRÊTE

Article 1

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne est approuvé.

Article 2

Le programme pluriannuel de mesures du bassin Adour-Garonne est arrêté.

Article 3

La déclaration environnementale prévue à l'article L. 122-10 du code de l'environnement figure parmi les documents accompagnant le SDAGE.

Article 4

Le SDAGE et ses documents d'accompagnement ainsi que le programme de mesures du bassin Adour-Garonne sont consultables sur le site Internet www.eau-adour-garonne.fr du comité de bassin Adour-Garonne. Ils sont tenus à la disposition du public au siège du comité de bassin domicilié à l'agence de l'eau Adour Garonne, [Agence de l'eau Adour Garonne, 90 rue du Férétra, 31078 Toulouse Cedex 4] ainsi que dans les préfectures de département de l'Ariège (09), de l'Aude (11), de l'Aveyron (12), du Cantal (15), de la Charente (16), de Charente-Maritime (17), de la Corrèze (19), de la Creuse (23), de la Dordogne (24), du Gard (30), de la Haute-Garonne (31), du Gers (32), de la Gironde (33), de l'Hérault (34), des Landes (40), du Lot (46), du Lot-et-Garonne (47), de la Lozère (48), du Puy-de-Dôme (63), des Pyrénées-Atlantiques (64), des Hautes-Pyrénées (65), des Deux-Sèvres (79), du Tarn (81), du Tarn-et-Garonne (82), de la Vienne (86) et de la Haute-Vienne (87).

./.

Article 5

L'arrêté du 6 août 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Adour-Garonne est abrogé.

Article 6

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française, dans un journal de diffusion nationale et dans un ou plusieurs journaux régionaux ou locaux diffusés dans la circonscription du bassin Adour-Garonne.

Article 7

Les préfets de région et de département du bassin Adour-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, délégué de bassin Adour-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Toulouse, le 1^{er} DÉC 2009

Pour le Préfet de Région
Le Secrétaire Général pour
les Affaires Régionales
de Midi-Pyrénées

Pascal BOLOT

1 - OBJET, PORTEE ET ELABORATION DU PDM 2010-2015 ET LIEN AVEC LE SDAGE

1.1 - Définition

Etabli pour la période 2010-2015, le programme de mesures (PDM) constitue le recueil des actions dont la mise en œuvre est nécessaire pour atteindre les objectifs environnementaux fixés par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2010-2015, en application de la directive cadre sur l'eau (DCE), ou de son propre ressort.

Ces objectifs se rapportent en particulier :

- à l'obtention des objectifs d'état des eaux souhaités pour les masses d'eau superficielles (cours d'eau, lacs, côtières et de transition) ou souterraines,
- à la protection de la qualité des ressources en eau dans les différentes « zones protégées » instituées en application de directives antérieures à la DCE, notamment pour la production d'eau potable et l'exercice de la baignade dans les zones officielles,
- à des domaines d'actions spécifiquement visés par le SDAGE, en complément du champ d'application de la DCE : les problématiques liées à l'assainissement des collectivités locales, à la dépollution des industries, l'amélioration des connaissances ainsi que la politique de prévention des inondations rentrent notamment dans ce cadre.

Ces mesures inscrites au PDM se répartissent en :

- mesures « de base », définies à l'article 11-3 de la DCE qui découlent de l'application de la législation communautaire pour la protection des eaux et des usages liés à l'eau (substances dangereuses, nitrates, eaux usées, baignade, AEP, Natura 2000, installations classées...) et des mesures requises dans le cadre de la législation mentionnée à l'article 10 et dans la partie A de l'annexe VI de la DCE.
- mesures « complémentaires », définies au cas par cas en fonction de l'appréciation de l'intensité de l'effort supplémentaire à fournir dans le cas des masses d'eau considérées comme risquant de ne pas atteindre l'objectif défini, après mise en œuvre des mesures de base.

Les mesures inscrites faisant l'objet d'une évaluation financière, le PDM comporte de ce fait l'ensemble des éléments nécessaires au suivi et à l'évaluation des programmes mis en œuvre pour l'atteinte des objectifs définis pour chacune des masses d'eau.

Dans cette optique, le PDM sera pris en compte :

- dans les plans d'action stratégique des Services de l'Etat, notamment les MISE,
- dans les programmes d'intervention de l'Agence de l'Eau,
- dans la définition des programmes d'actions des instances de gestion locale.

1.2 - Portée juridique du PDM

Le programme de mesures prévu par la directive cadre européenne sur l'eau du 23 octobre 2000 est en droit français régi par les articles L. 212-2-1 et R. 212-19 à R. 212-21 du code de l'environnement. Ce programme pluriannuel est arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, après avis du comité de bassin.

Il identifie des actions, points de passage obligés pour la réalisation des objectifs environnementaux définis par le SDAGE. Ces mesures sont mises en œuvre sous la forme d'actions réglementaires, contractuelles ou d'incitations financières. Contribuant à la réalisation des objectifs et des dispositions du SDAGE, le programme pluriannuel de mesures est, bien évidemment, conforme à ses objectifs et dispositions.

Il n'est cependant pas opposable aux actes administratifs et, en matière d'orientation et de planification des actions, il laisse une très large part d'initiative aux instances de gestion locale. Néanmoins, il constituera une base d'évaluation des politiques de l'eau françaises par la commission européenne, notamment pour vérifier la réalisation des objectifs environnementaux DCE prévus dans les SDAGE.

Le programme de mesures sera ainsi à décliner dans les plans d'action des services de police de l'eau, mais également des services assurant l'animation des politiques territoriales, notamment afin de faciliter l'émergence des maîtrises d'ouvrages publiques, là où elles s'avèreront nécessaires.

Toutes les mesures seront opérationnelles au plus tard le 22 décembre 2012 conformément à l'article 11 de la directive cadre sur l'eau. Cela signifie, tel que l'explique la circulaire DCE 2006/17 relative à l'élaboration, au contenu et à la portée des programmes de mesures que les maîtrises d'ouvrage des mesures et les plans de financement des opérations devront être définis, et les éventuels accords pluriannuels de financement conclus au plus tard avant la fin 2012.

Un suivi de la réalisation du programme de mesures sera mis en œuvre dès 2010. En application de l'article R. 212-23 du code de l'environnement, une synthèse de la réalisation du programme de mesures à mi-parcours sera présentée au comité de bassin au plus tard le 31 décembre 2012, avant transmission à la commission européenne en mars 2013. Les retards et les difficultés constatés seront à identifier ainsi que les mesures supplémentaires nécessaires prises pour la réalisation des objectifs souscrits. Il conviendra également, en application de l'article R. 212-24 du même code, de rendre compte au comité de bassin des altérations temporaires de l'état des eaux dues à des causes naturelles ou accidentelles, exceptionnelles ou imprévisibles, ainsi que des mesures prises pour restaurer les milieux concernés.

En associant mesures réglementaires, contractuelles et incitations financières, le programme de mesures doit permettre de dégager des synergies entre l'action réglementaire de l'Etat, l'incitation financière de l'agence de l'eau et des financeurs publics mais également les actions d'information engagées auprès des usagers de l'eau par les collectivités gestionnaires de milieux aquatiques, porteuses de contrats de rivières ou par les commissions locales de l'eau chargées de l'élaboration ou de la mise en œuvre des schémas d'aménagement et de gestion des eaux.

1.3 - Elaboration du PDM

Selon le code de l'environnement, le préfet coordonnateur de bassin élabore, révisé et suit l'application du programme de mesures qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comité de bassin et les observations du public et des acteurs institutionnels.

De 2002 à fin 2009, la démarche d'élaboration s'est appuyée sur une concertation permanente et élargie de l'ensemble des acteurs de l'eau du bassin et aux citoyens.

- **2002 : une organisation mise en place**

Pour élaborer le programme de mesures, le comité de bassin s'est appuyé sur :

- sa commission planification
- les huit commissions territoriales, assistées par les secrétariats techniques locaux (STL) composés des délégations régionales de l'agence de l'eau, des DIREN de région, des services locaux de l'ONEMA, d'un représentant des MISE et de l'EPTB s'il existait,
- les six forums locaux de l'eau,
- le secrétariat technique de bassin (STB) composé de l'agence de l'eau, de la DREAL de bassin et de la délégation régionale Midi Pyrénées Aquitaine de l'ONEMA.

- **2004 : un diagnostic de l'état des milieux aquatiques**

Ce diagnostic de l'état des milieux aquatiques du bassin a permis d'identifier les principales difficultés risquant de compromettre l'atteinte du bon état des eaux et d'établir une première liste de secteurs de cours d'eau, de littoral ou de nappes risquant de ne pas atteindre cet objectif en 2015.

Une liste provisoire de masses d'eau fortement modifiées a également été établie.

- **2004 : 16 défis à relever**

16 questions importantes constituaient les principaux problèmes que les acteurs de l'eau devaient résoudre pour atteindre le bon état des eaux en 2015. Les partenaires institutionnels ont été consultés sur ces grands enjeux du 20 août au 20 décembre 2004 et le public du 2 mai au 2 novembre 2005. Leurs remarques et propositions ont été prises en compte dans le cadre de l'élaboration du SDAGE.

- **2007 : un projet de PDM**

Le projet du programme de mesures a été élaboré à partir de la synthèse et de l'harmonisation des travaux conduits par chacune des huit commissions territoriales du bassin. Le comité de bassin a adopté ce projet le 3 décembre 2007 préalablement à la consultation du public.

- **2008 : les citoyens consultés**

La consultation du public s'est déroulée du 15 avril au 15 octobre 2008 sur la base du projet de PDM adopté par le comité de bassin en décembre 2007. A cette occasion, le comité de bassin a organisé six forums locaux de l'eau.

- **2009 : l'avis des partenaires institutionnels sollicité**

La consultation des partenaires institutionnels s'est déroulée du 9 janvier au 11 mai 2009. Elle portait sur le projet de PDM complété par un additif intégrant les orientations du projet de loi Grenelle 1 et la synthèse quantitative des avis du public.

- **Fin 2009 : une version définitive**

Le comité de bassin du 16 novembre 2009 rend un avis sur la version définitive du programme de mesures. Elle tient compte des observations émises par le public et les partenaires institutionnels.

Le programme de mesure est arrêté par le préfet coordonnateur de bassin au plus tard le 22 décembre 2009.

1.4 - PDM ET SDAGE, une complémentarité

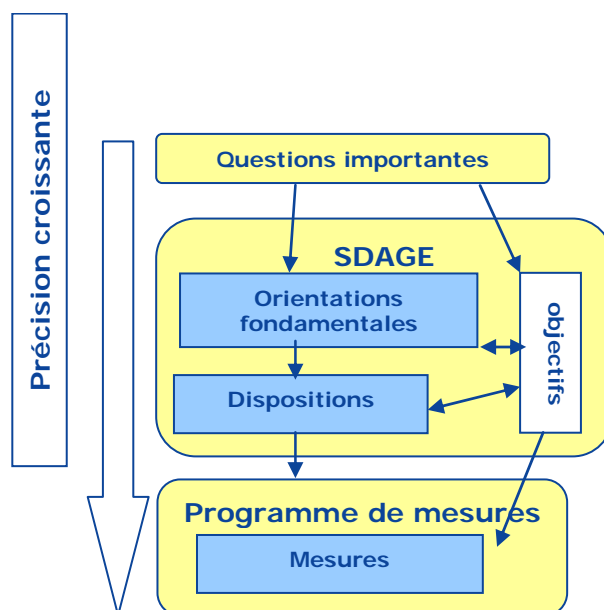
En application de l'article 13 de la DCE, les états membres de l'union européenne doivent établir un plan de gestion à l'échelle de chacun de leurs districts hydrographiques. Le contenu de ces plans de gestion est précisé par l'annexe VII de la directive.

En France, les SDAGE, institués par la loi sur l'eau de 1992, répondent, en les intégrant, à la définition des plans de gestion requis par la DCE. En raison de leur antériorité par rapport à cette directive, ils s'étendent cependant également à des domaines non visés par la DCE (gestion quantitative, restauration des poissons migrateurs, zones humides et prévention des risques d'inondation).

Le SDAGE constitue un document d'orientation stratégique pour la gestion des eaux et des milieux aquatiques pour sa période de validité d'une durée de six ans. Il répond ainsi aux orientations données par la DCE, par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et par le Grenelle de l'Environnement. Le SDAGE fixe un objectif de près de 60% de masses d'eau en bon état en 2015 pour le bassin.

Le programme de mesures institué au niveau du bassin constitue la nouveauté et le second volet du plan de gestion requis par la DCE. Il fait le recueil des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs de qualité et de quantité fixés par le SDAGE. Il en évalue leur coût pour sa période de validité d'une durée de six ans.

Le SDAGE et le programme de mesures sont arrêtés par le préfet coordonnateur de bassin.



Une table de correspondance en annexe 3 présente le lien entre les orientations du SDAGE et les mesures du programme de mesures.

2 - STRUCTURE DU PDM

Le programme de mesures du bassin Adour Garonne se compose en annexe :

- d'un document national de présentation des modalités de transposition des mesures mentionnées à l'article 11.3 de la DCE (mesures de base – annexe 1) qui identifie les modalités de transposition, de mise en œuvre et de suivi des directives européennes du secteur de l'eau,
- d'un répertoire de mesures élaborées au niveau Bassin (mesures complémentaires – annexe 2) à mettre en œuvre au cours des prochaines années, en vue de répondre à la fois :
 - à l'objectif de non détérioration des masses d'eau,
 - à l'obtention du bon état pour les masses d'eau,
 - à l'atteinte des autres objectifs propres au SDAGE Adour Garonne.

2.1 - Les mesures de base relatives à l'article 11.3 de la DCE

Les mesures de base définies à l'article 11.3 de la DCE, qui doivent être obligatoirement mises en œuvre, sont récapitulées dans le tableau de correspondance présenté à l'annexe 1.

L'identification et la présentation de ces mesures de base a été réalisée au niveau national afin d'améliorer l'homogénéité de ces mesures entre tous les bassins.

Le tableau de correspondance permet d'identifier les dispositions législatives et réglementaires existantes pour chaque mesure de base.

2.2 - Le répertoire des mesures complémentaires

Le répertoire du programme de mesures regroupe l'ensemble des actions liées aux mesures complémentaires et applicables aux différentes masses d'eau du bassin, en vue de répondre aux objectifs du SDAGE. Il est joint en annexe 2 du présent document.

Au sens de la DCE, les mesures inscrites au PDM sont caractérisées par :

- un contenu technique,
- un domaine d'application (une masse d'eau ou un territoire comportant plusieurs masses d'eau),
- un échéancier de mise en œuvre.

La construction du répertoire du programme de mesures a volontairement privilégié une sélection de mesures d'ordre technique et directement opérationnelles, applicables à des groupes de masses d'eau clairement identifiées.

D'autres mesures précises mais de portée générale s'appliquent à l'ensemble des masses d'eau du bassin.

Enfin, les mesures d'ordre plus général concernant les domaines de l'organisation administrative, des territoires et des acteurs de l'eau qui sont directement intégrées en tant que dispositions du SDAGE ne se retrouvent pas dans le PDM.

Le catalogue comporte donc un ensemble de **78 mesures complémentaires**, organisées en 9 catégories correspondant aux grands domaines d'action, et en 22 sous-catégories permettant de préciser les domaines visés. Les 9 domaines d'action définis en réponse aux divers facteurs de dégradation des ressources en eau, de façon à conserver les enjeux identifiés par le SDAGE, sont les suivants :

- Gouvernance,
- Amélioration des connaissances,
- Traitement des rejets ponctuels,
- Résorption des rejets diffus,
- Restauration des fonctionnalités des milieux naturels,
- Gestion des eaux souterraines,
- Eau potable et baignade,
- Prélèvements et gestion quantitative,
- Prévention des risques d'inondations.

Ces domaines d'action font l'objet d'une présentation individuelle au moyen d'une série de fiches dans le chapitre 5 du présent document.

**Tableau 1 : Architecture du répertoire des mesures complémentaires
du PDM de bassin**

Catégories	Sous-Catégories
Gouvernance	Organisation des acteurs
	Sensibilisation et information
Amélioration des connaissances	Connaissance de la qualité et quantité des milieux
	Connaissance du fonctionnement des milieux
	Connaissance des usages
	Autres
Traitement des rejets ponctuels	Assainissement collectif
	Industries, artisanat
Résorption des rejets diffus	Elevage
	Nitrates agricoles
	Phytophytosanitaires agricoles et non agricoles
	Autres
Restauration des fonctionnalités naturelles	Habitats (cours d'eau, plans d'eau, zones humides et zones côtières)
	Morpho-dynamique fluviale
	Faune piscicole
	Gestion des ouvrages
Gestion des eaux souterraines	Eaux souterraines
Eau potable et baignade	Eau potable
	Eau de baignade et autres activités
Prélèvements, gestion quantitative	Mobilisation des ouvrages
	Gestion des prélèvements
Prévention des risques d'inondation	Inondations

Nota : la liste complète des mesures relevant de chaque sous-catégorie est jointe en annexe 2

3 - EVALUATION ECONOMIQUE SUR LA BASE DES ACTIONS FINANÇABLES SUR FONDS PUBLICS

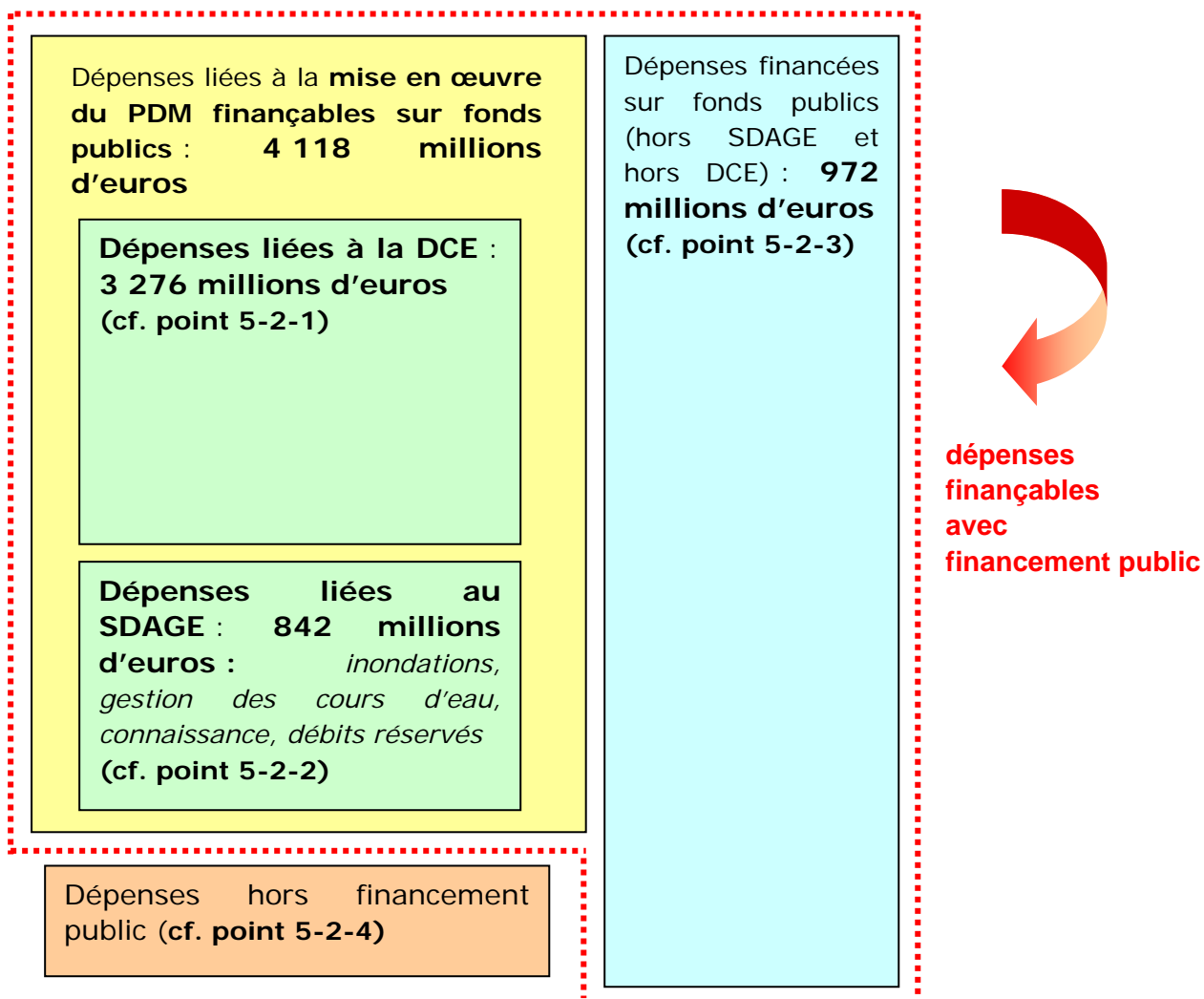
3.1 - Contexte général de la politique de l'eau du bassin

Il est important de resituer dans la politique de l'eau du bassin financée sur fonds publics, ce qui ressort du programme de mesures et qui comprend les mesures liées à la mise en œuvre de la DCE et les mesures spécifiques au SDAGE Adour Garonne.

Le schéma suivant met en évidence l'articulation entre les 3 composantes de la politique publique de l'eau qui sera mise en œuvre sur le bassin Adour Garonne :

- les dépenses strictement liées aux mesures prises en application de la DCE dans le bassin,
- les dépenses liées aux mesures prises en application des objectifs propres du SDAGE (et hors DCE),
- les dépenses de la politique de l'eau qui ne relèvent ni de la DCE ni du SDAGE.

Ce schéma distingue également les coûts induits par certaines mesures réglementaires qui ne peuvent être financièrement compensées par des fonds publics.



Chaque élément du graphique ci-dessus fait l'objet de développements dans les paragraphes suivants.

3.2 - Coût global de la future politique de l'eau du bassin entre 2010 et 2015

Le total des dépenses finançables par la sphère publique, sur la période 2010-2015, atteint 5 090 millions d'euros.

Ce montant prend en compte :

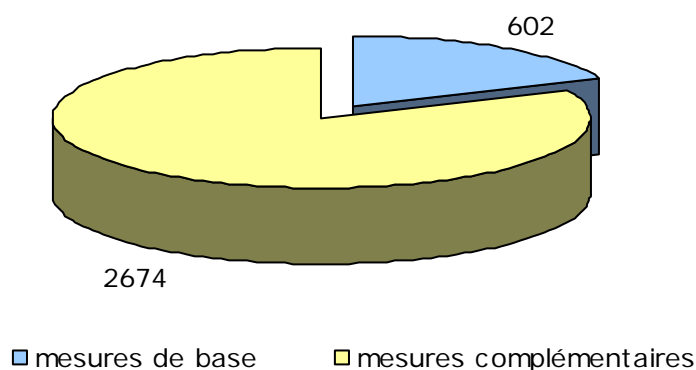
- les dépenses liées à la mise en œuvre de la DCE,
- les dépenses liées aux objectifs spécifiques du SDAGE Adour Garonne,
- les dépenses ne relevant ni de la DCE et ni du SDAGE.

3.2.1 - Les dépenses strictement liées à la mise en œuvre de la DCE financées sur fonds publics

Les dépenses liées à la mise en œuvre de la DCE éligibles aux financements publics sont estimées à **3 276 millions d'euros** sur la période 2010-2015.

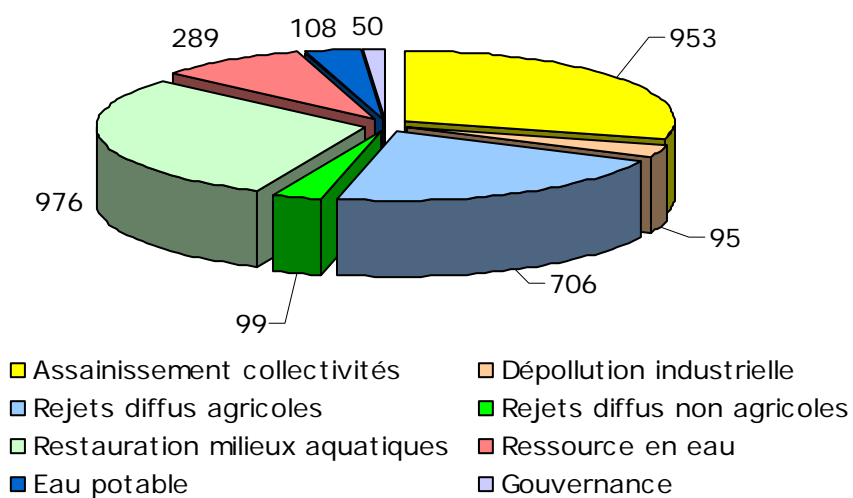
Ce montant se décompose en 602 millions d'euros destinés aux mesures liées à la mise en œuvre de la réglementation européenne et nationale dans le domaine de l'eau (mesures de base) et en 2 674 millions d'euros destinés aux mesures complémentaires pour atteindre les objectifs de la DCE.

Coût des mesures liées à la mise en œuvre de la DCE éligibles aux financements publics (en millions d'euros)



Répartition des dépenses DCE par thématique (en millions d'euros pour 2010-2015) :

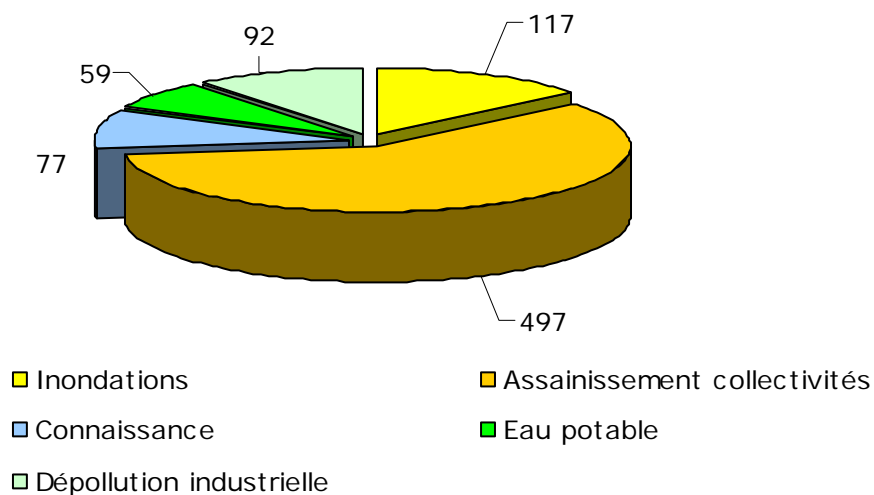
Répartition du coût des mesures liées à la mise en œuvre de la DCE (en millions d'euros)



3.2.2 - Les dépenses liées aux objectifs spécifiques du SDAGE

Ces dépenses représentent un volume de **842 millions d'euros** et concernent les postes suivants :

Répartition du coût des mesures liées aux objectifs spécifiques du SDAGE (en millions d'euros)



3.2.3 - Les dépenses ne relevant ni de la DCE et ni du SDAGE

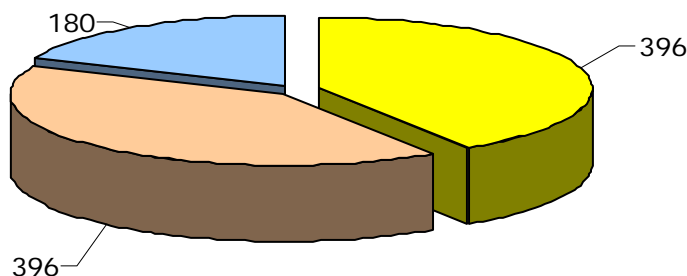
En complément de ces dépenses pour la mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et des objectifs spécifiques au SDAGE, il existe d'autres dépenses qui viennent s'ajouter aux besoins d'investissements sur la période 2010–2015.

Il s'agit en particulier :

- des dépenses pour l'alimentation en eau potable qui sont financées par l'agence de l'eau correspondant au traitement complémentaire pour les eaux distribuées non conformes : 180 millions d'euros,
- les dépenses pour l'alimentation en eau potable qui sont financées par les conseils généraux et qui sont hors du champ d'intervention de l'agence de l'eau. Le volume de dépenses prévues a été estimé identique à celui évalué pour la période actuelle : 66 millions d'euros par an, soit 396 millions d'euros sur la période 2010-2015,
- les dépenses pour les réseaux d'assainissement qui sont financées par les conseils généraux et qui sont hors du champ d'intervention de l'agence de l'eau. Le volume de dépenses prévues a été estimé identique à celui évalué pour la période actuelle : 66 millions d'euros par an, soit 396 millions d'euros sur la période 2010-2015.

On parvient ainsi à un volume de dépenses hors DCE et hors SDAGE de l'ordre de **972 millions d'euros** qui se répartit comme suit :

**Répartition du coût des mesures
ne relevant ni de la DCE ni du SDAGE (en millions d'euros)**



- Réseaux eau potable financés avec aides conseils généraux
- Réseaux assainissement financés avec aides conseils généraux
- Traitement complémentaire pour eau potable non-conforme

3.2.4 - Les dépenses 2010-2015 liées à la DCE qui ne font pas l'objet de financement public

Les dépenses 2010-2015 liées à la DCE qui ne font pas l'objet de financement public sont :

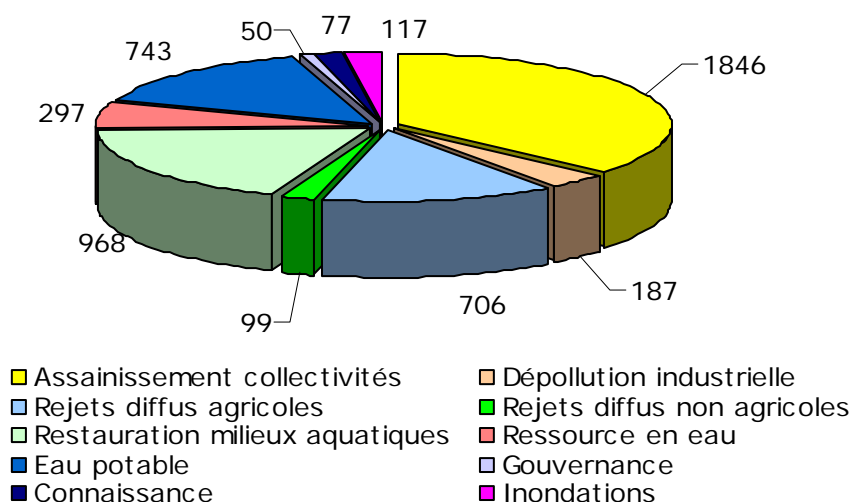
- les mesures qui concernent les 4e plans d'actions en zones vulnérables en application de la directive nitrates dont le montant a été évalué à 371 millions d'euros,
- les pertes de productible liées à la mise en place des débits réservés sur les ouvrages, en application de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 : 30 millions d'euros.

3.2.5 - Le bilan de l'ensemble des dépenses 2010-2015 éligibles aux financements publics

Au total, l'ensemble des dépenses DCE, SDAGE, hors SDAGE et hors DCE susceptibles de faire l'objet de financements publics est de l'ordre de 5 090 millions d'euros sur la période 2010–2015.

Leur répartition par domaine d'intervention est la suivante :

**Répartition du coût de l'ensemble des mesures
DCE - SDAGE - horsDCE/hors SDAGE (en millions d'euros)**



Le tableau suivant présente un récapitulatif de ces dépenses par grandes rubriques d'intervention et par origine de la dépense (DCE, SDAGE, autres) :

En millions d'euros sur la période 2010 - 2015	TOTAL des dépenses pour le bassin DCE + SDAGE + AUTRES (1)	Dépenses liées à la mise en œuvre DCE (2)	Dépenses liées aux objectifs spécifiques SDAGE (3)	Dépenses hors DCE et hors SDAGE (4)
Assainissement des collectivités locales	1846,0	953,0	497	396,0
Dépollution des industries	187,0	95,3	91,7	
Pollution diffuse agricole	705,2	705,2		
Pollution diffuse des collectivités et PME	99,3	99,3		
Restauration des milieux aquatiques	976,0	976,0		
Ressource en eau	289,2	289,2		
Eau potable	743,0	108,0	59,0	576,0
Gouvernance	49,5	49,5		
Connaissance	77,3		77,3	
Inondations	116,7		116,7	
TOTAL	5089,5	3275,8	841,7	972,0

3.3 - Evaluation des dépenses supplémentaires 2010–2015 pouvant bénéficier de financements publics par rapport aux dépenses actuelles connues

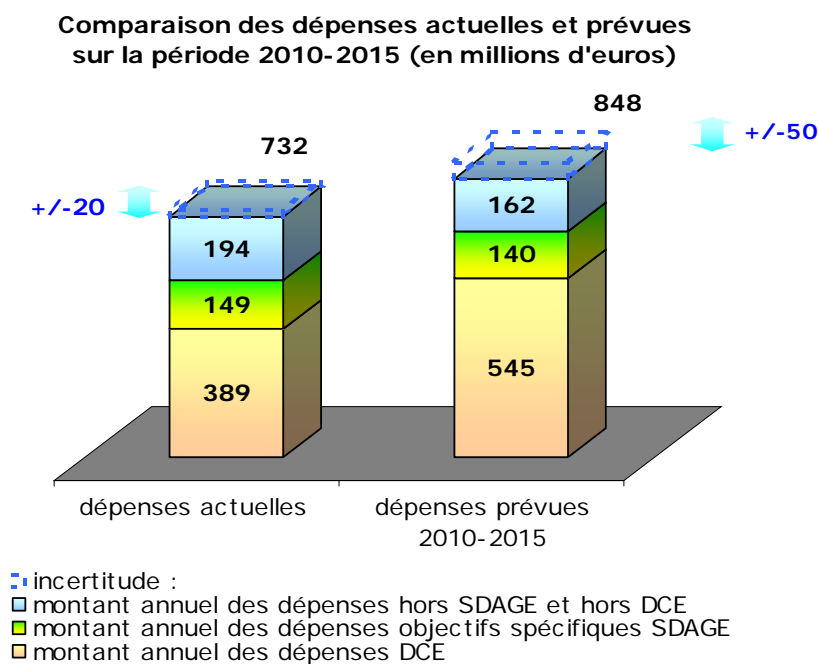
Pour appréhender le montant de ces dépenses supplémentaires liées à la mise en œuvre de la DCE, il est nécessaire de comparer les dépenses prévues sur la période 2010-2015 avec les dépenses actuelles. Les comparaisons se font en montant de dépenses annuelles.

Le montant des dépenses actuellement financées avec des subventions publiques (agence de l'eau et conseils généraux essentiellement) est aujourd'hui estimé à **732 millions d'euros par an** avec une marge d'incertitude de l'ordre de 20 à 30 millions d'euros.

3.3.1 - La comparaison des prévisions de dépenses 2010-2015 avec le niveau des dépenses faisant actuellement l'objet de financements publics

Le graphique ci-dessous compare les dépenses bénéficiant actuellement de financements publics avec le niveau des dépenses prévues sur la période 2010-2015.

Les montants indiqués sont complétés avec une indication sur la marge d'incertitude.



Le supplément de dépenses prévues sur la période 2010- 2015 par rapport au niveau des dépenses actuelles se situe entre 100 et 150 millions d'euros par an. Ce supplément représente une augmentation du rythme des dépenses compris entre 14% et 20%.

3.3.2 - L'analyse de l'écart entre dépenses actuelles et dépenses prévues : identification des leviers mobilisables pour absorber les dépenses supplémentaires

Outre l'écart global entre le niveau des dépenses actuelles bénéficiant de financements publics et le niveau des dépenses prévues, on constate que les écarts sont également notables par origine des dépenses.

Les fonds publics soutenant aujourd'hui la politique de l'eau pourraient permettre de financer l'intégralité des dépenses prévues pour la mise en œuvre de la DCE et du SDAGE : 732 millions d'euros (à 20 millions d'euros près) pour 685 millions d'euros prévus (545 millions d'euros pour les dépenses liées à la mise en œuvre de la DCE et 140 millions d'euros pour les dépenses liées aux objectifs spécifiques du SDAGE).

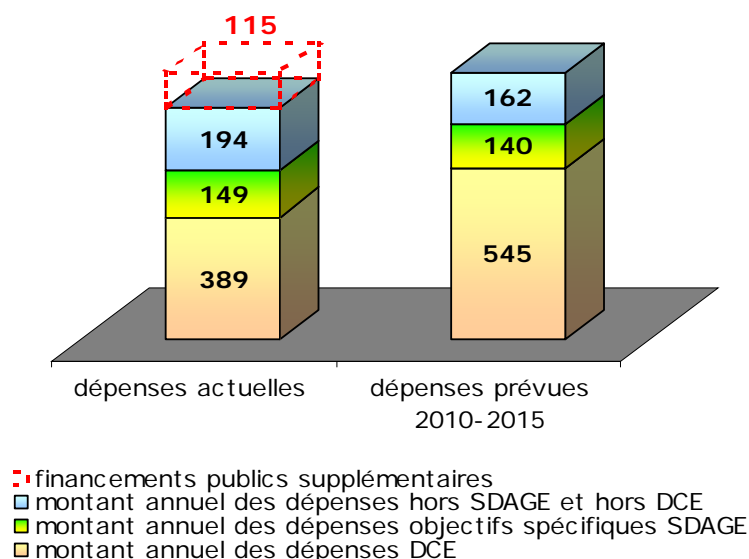
Mais il paraît difficile d'envisager le redéploiement des financements publics comme la solution unique. En effet, cela nécessiterait un coup d'arrêt de certaines interventions publiques qui contribuent au développement local des territoires et à la solidarité urbain-rural en dehors de la DCE et du SDAGE :

- dépenses pour l'eau potable pour un montant de 576 millions d'euros,
- dépenses sur les réseaux d'assainissement des collectivités locales pour un montant de 396 millions d'euros.

Deux leviers semblent mobilisables pour absorber ces charges supplémentaires :

☞ *un renforcement des financements publics*

Analyse de l'écart entre les dépenses actuelles et prévues sur la période 2010-2015 (en millions d'euros)



Si un volume important de dépenses subventionnées par des financements publics est maintenu mais en dehors des priorités du SDAGE et de la DCE, il sera alors nécessaire de prévoir une augmentation des financements publics pour couvrir un volume annuel de dépenses supplémentaires compris entre 100 et 150 millions d'euros.

un redéploiement des financements publics sur les priorités de la DCE et du SDAGE

Ce deuxième levier consiste à jouer sur les possibilités de redéploiements des financements publics au profit des actions en lien avec la DCE et le SDAGE.

Il semble difficile d'envisager le redéploiement des financements publics comme la solution unique. En effet, les rééquilibrages présentés ci-dessus sont obtenus à taux de financements constants, alors que sur les nouvelles problématiques de la DCE, il sera sans doute nécessaire de mettre en place des politiques d'aides financières plus incitatives pour que les actions puissent être engagées.

Il conviendra donc de combiner redéploiements et augmentation des financements publics pour :

- **établir des plans de financements qui permettront de déclencher les projets,**
- **absorber les dépenses supplémentaires liées à l'augmentation totale des coûts restant à la charge des usagers,**
- **maintenir un niveau de financement public acceptable sur les actions en dehors des priorités de la DCE et du SDAGE.**

4 - BENEFICES ISSUS D'UN CHANGEMENT D'ETAT DES EAUX

Les coûts du programme de mesures constituent une charge financière correspondant à la mise en place d'une série de mesures qui doit être relativisée par les bénéfices que peuvent générer ces mesures notamment par les améliorations de la qualité des eaux et des milieux aquatiques qui en résultent.

L'évaluation de ces bénéfices environnementaux consiste à prendre en compte les coûts et les dommages évités du fait d'un bon fonctionnement des milieux aquatiques, mais également les augmentations de valeur ajoutée pour les usages bénéficiaires d'une bonne qualité de ces milieux, et enfin la valeur patrimoniale de ces milieux.

Ces bénéfices se distinguent en bénéfices marchands (lisibles dans les circuits économiques existants) et non marchands (amélioration de bien-être des usagers récréatifs ou de la population).

Les bénéfices marchands sont :

- **Les coûts évités**

Ces coûts évités peuvent par exemple être les moindres coûts de traitement de l'eau (industrie et alimentation en eau potable).

Ceux-ci sont à évaluer lorsque le changement d'état des eaux permet par exemple pour une agglomération dont l'eau potable provient d'un captage majeur menacé d'éviter l'abandon du captage ou la recherche d'une solution alternative ou de secours plus onéreuse (traitement supplémentaire, recherche de sécurisation supplémentaire, interconnexion distante, ...).

Il peut également s'agir des dommages évités du fait d'actions préventives.

Les mesures de prévention des inondations (schémas de prévention, schéma d'alerte, réduction de la vulnérabilité des sites et de l'occurrence des aléas, ...) se traduisent par une diminution des atteintes aux biens et aux personnes dans des proportions bien supérieures aux coûts de leur mise en œuvre.

- **Les augmentations de valeur ajoutée des activités**

La sécurisation des ressources quantitatives à l'étiage, notamment par la création de retenues, se traduit par des gains de productions en cultures irriguées et donc une augmentation de la valeur ajoutée du secteur agricole en année sèche.

De même, la préservation et la restauration des zones de reproduction du poisson se traduit par une augmentation des populations piscicoles exploitables et donc de la valeur ajoutée du secteur de la pêche professionnelle.

Une meilleure qualité des eaux se traduit également par une augmentation de la fréquentation des sites récréatifs induisant ainsi un accroissement de la valeur ajoutée et du nombre d'emplois de toute une série d'activités directement et indirectement liées au tourisme (meilleure attractivité des zones de baignade, de pêche amateur et de sport nautique y compris sur le littoral).

Les « bénéfices non marchands » correspondent aux avantages qui ne peuvent pas être directement lus à travers les flux économiques existants.

Ces bénéfices, dont la prise en compte reste délicate, reposent sur la valeur que la population accorde à l'accroissement de bien-être issu du changement de qualité environnementale.

Ils comprennent :

- **Les bénéfices non marchands des usagers**

Il s'agit d'une activité pratiquée pour laquelle le changement d'état des eaux procure plus de bien être : par exemple amélioration du bien-être des pêcheurs à pied pour une diminution du risque sanitaire de consommation des coquillages ; amélioration du bien-être des kayakistes pour une pratique de leur sport plus agréable du fait d'un meilleur écoulement des eaux.

- **La valeur patrimoniale des milieux et espaces naturels**

Ce bénéfice correspond à l'intérêt que prennent des populations à l'amélioration du patrimoine naturel : par exemple, amélioration de la satisfaction d'un habitant pour la restauration d'un cours d'eau qu'il ne fréquente jamais, mais qu'il considère comme un élément du patrimoine écologique local.

L'évaluation des bénéfices résultant du changement de l'état des eaux n'a pu encore être réalisée.

Un inventaire des bénéfices liés à un bon fonctionnement des milieux aquatiques a été effectué à partir d'une étude réalisée en 2000 sur les dommages environnementaux. L'idée étant d'aborder l'évaluation de ces bénéfices environnementaux en mettant en évidence tous les coûts effectifs et hypothétiques résultant du mauvais fonctionnement de ces milieux aquatiques. Cet inventaire est présenté dans le tableau suivant et permet de dresser des pistes de travail qui pourront être engagées à partir de fin 2009.

Pour plus de détail sur les méthodes générales de chiffrage et d'évaluation de ces bénéfices, il est possible de se reporter à l'étude suivante : www.ecologie.gouv.fr/-Collection-Etudes-et-syntheses - « Evaluer les bénéfices issus d'un changement d'état des eaux », Juillet 2007.

A partir de 2010, l'agence de l'eau va engager une étude pour approfondir cette question des retombées positives du programme de mesures.

Premiers éléments d'évaluation des coûts effectifs et hypothétiques résultant du mauvais fonctionnement des milieux aquatiques :
une première contribution à l'évaluation des bénéfices environnementaux

Types de dommages induits			Types de coûts induits		Exemple d'évaluation économique pour le bassin Adour Garonne
	socio- économique	écologique	effectifs	hypothétiques	données 1992 actualisées en euros 2007
1- Dommages au patrimoine écologique (zones humides, autres milieux remarquables)	contraintes sur les activités économiques liées aux zones d'intérêt écologique et patrimonial (ex : tourisme vert)	perte de biodiversité	dépenses de restauration des milieux, perte de production, de profit des activités économiques	coût de la perte de richesse écologique (perte intrinsèque), coût de la perte de qualité environnementale pour le développement local	pertes de bien être pour le tourisme vert et les résidents estimées à 11 millions d'euros par an
2- Dommages à la régulation naturelle et la dynamique fluviale	dégâts des inondations	fragilisation des écosystèmes	coût des projets compensatoires (barrages, d'écrêtement des crues, ouvrages de soutien d'étiage, dépenses d'entretien du lit et des berges), coût de la réparation des inondations, dépenses d'épuration des effluents, perte de production de profit des activités économiques	coût de la perte de qualité environnementale pour le développement local et pour les résidents (perte de bien être)	dommages aux fonctions de régulation des zones humides estimées à 16 millions d'euros par an
3- Dommages à la vie aquatique (ex : les grands migrateurs)	contraintes sur les activités économiques liées aux migrateurs	perte de richesse biologique	dépenses pour rétablir la libre circulation des espèces, perte de production, de profit des activités économiques	coût de la perte de richesse biologique pour le développement local et les résidents	dommages liés à l'eutrophisation estimés à 28 millions d'euros par an
4- Dommages à la qualité des eaux superficielles	contraintes sur les activités économiques liées à la qualité de l'eau (AEP, industrie, irrigation, aquaculture, loisirs nautiques, baignade) dommages à la santé contraintes sur l'alimentation d'eau potable	dommages à la régulation naturelle, à la vie aquatique	coûts supplémentaires de traitement des eaux avant usage, dépenses de santé, dépenses d'évitement (achat d'eau en bouteille), perte de production, de profit des activités économiques, coûts de substitution de la ressource	coût de la perte de qualité environnementale pour le développement local, perte de bien être des usagers, des consommateurs	- pertes de bien être des ménages liées à une mauvaise qualité de l'eau estimées à 11 millions d'euros par an - coûts de traitement supplémentaires pour l'eau potable liés à l'eutrophisation estimés à 15 millions d'euros par an
5- Dommages à la qualité des eaux souterraines	contraintes sur la production d'eau potable et le thermalisme	dommages à la régulation naturelle	coût de traitement de l'eau pour sa potabilisation, dépenses d'évitement, pertes de recettes des activités économiques liées au thermalisme	coût de la perte de qualité environnementale pour le développement local, perte de bien être des usagers, des consommateurs	augmentation des coûts de production pour l'eau potable estimée à 3 millions d'euros par an
6- Déficits de débits d'étiage des rivières	contraintes sur les activités économiques liées à la disponibilité quantitative de la ressource	dommages à la dynamique fluviale, à la régulation naturelle	coût des destockages pour le soutien d'étiage, coûts de substitution de la ressource, perte de production, de profit des activités économiques	coût de la perte de ressource pour le développement local et les résidents, perte de bien être des consommateurs et des usagers de loisirs	pertes de surplus des agriculteurs liées à des restrictions de prélèvements estimées à 90 millions d'euros par an

Sources : Evaluation monétaires des dommages environnementaux dans le bassin adour garonne : étude pilote pour la DCE - planistat 2000

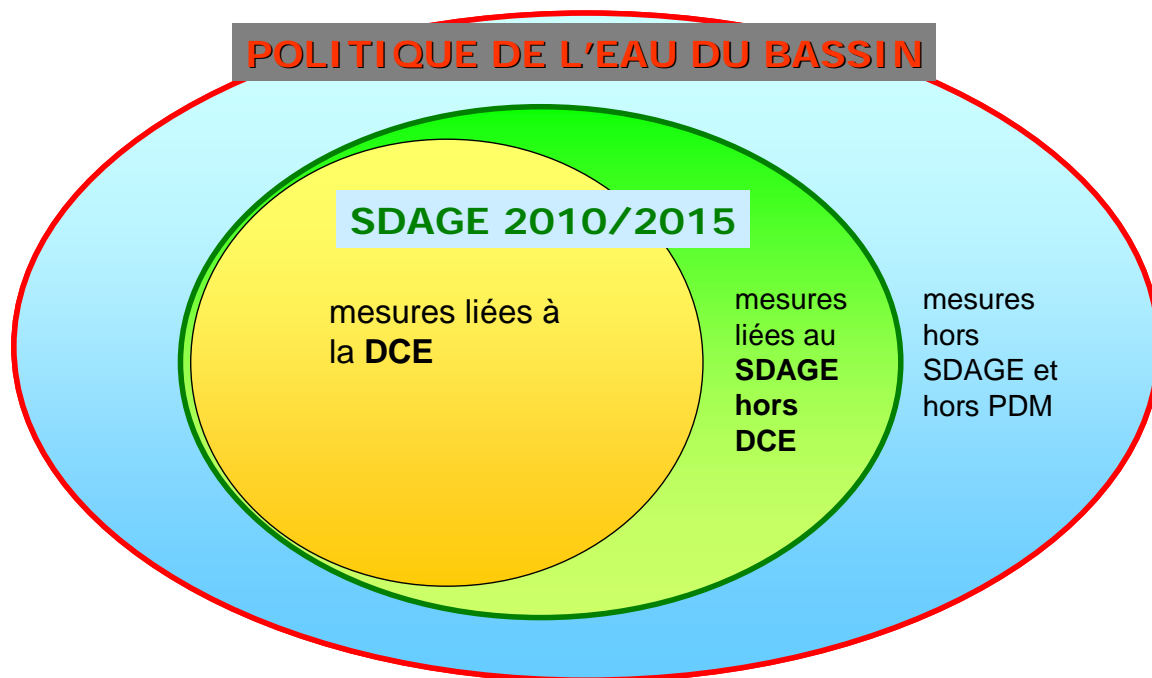
Avertissement : les estimations fournies sont à titre d'illustration et nécessitent un important travail de consolidation pour être utilisables dans l'évaluation économique du PDM

5 - SYNTHÈSE PAR DOMAINE D'ACTION

Les principaux domaines d'action des mesures complémentaires du programme de mesures sont présentés de façon synthétique avec la série de fiches suivantes qui précisent les enjeux, le lien avec les orientations du SDAGE, les principaux domaines d'intervention pris en compte, les montants financiers prévisionnels, et une première approche du coût annuel par habitant.

Comme représenté dans le graphique suivant, les prévisions de dépenses sur la période 2010-2015 se composent de la manière suivante :

- les dépenses liées à la mise en œuvre de la DCE,
- les dépenses liées aux objectifs spécifiques du SDAGE qui viennent en complément de la DCE,
- des dépenses ne relevant ni de la DCE et ni du SDAGE.



Les montants de dépenses présentés dans les fiches suivantes concernent les dépenses liées au programme de mesures (c'est-à-dire les dépenses liées à la DCE et aux objectifs spécifiques du SDAGE).

Les dépenses hors SDAGE et hors DCE ne sont donc pas reprises dans ces fiches.

Fiche action 1 : Gouvernance

Ce chapitre du programme de mesure regroupe l'ensemble des actions visant à l'amélioration générale de la concertation des acteurs et de la coordination des actions menées en matière de gestion de l'eau. Il est en relation directe avec les **orientations A « Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance »** et **F « Promouvoir une approche territoriale »** du SDAGE.

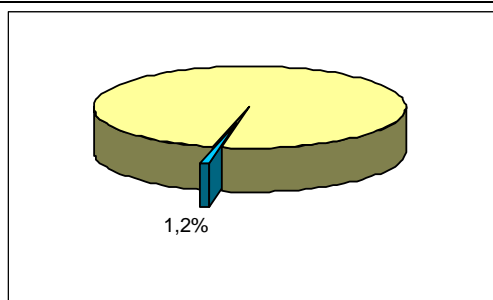
Elles recouvrent deux thèmes principaux :

- l'organisation des acteurs de l'eau, de façon à assurer l'émergence des maîtrises d'ouvrages nécessaires ainsi que le soutien et le développement d'outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivière, plans d'action territoriaux, plans de gestion des étiages, zones humides, cellules d'assistance technique rivière, programmes migrants),
- la sensibilisation, l'information et la formation de l'ensemble des acteurs de l'eau et du public pour mieux les associer à la définition et à la mise en œuvre de politiques de l'eau concertées et l'émergence d'une citoyenneté de l'eau.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :

49,5 millions d'euros, soit 1,2% du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 1,2 euros par habitant et par an.



Fiche action 2 : Connaissance

La réalisation de l'état des lieux a fait ressortir un déficit de données à la fois sur les pressions et leurs impacts (pollution diffuse, hydromorphologie, pollution toxique, indicateur de l'état biologique, ...) mais également sur les plans d'eau et les eaux littorales.

Les mesures de connaissance répondent aux dispositions du SDAGE, inscrites sous chacune des **6 orientations fondamentales**, en fonction des problématiques spécifiques visées.

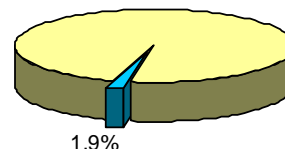
La nécessaire amélioration des connaissances doit permettre de mieux cibler les actions à mettre en œuvre, ainsi que leurs effets sur les milieux.

Ce chapitre du programme de mesures regroupe selon quatre thèmes principaux les actions visant à une meilleure connaissance des ressources en eau, des milieux aquatiques et des usages de l'eau :

- connaissance des aspects qualitatifs et quantitatifs des masses d'eau au travers du développement des réseaux de mesures du programme de surveillance prévu par la DCE et de réseaux complémentaires. Ces réseaux permettront de caractériser l'état des masses d'eau et contribueront ainsi à l'évaluation et au pilotage des programmes d'actions,
- connaissance du fonctionnement des milieux à travers l'étude de l'ensemble des composantes de tous les milieux aquatiques : fonctionnement des sous-ensembles hydrographiques de surface, littoraux ou souterrains, interactions entre masses d'eau, zones humides, faune aquatique (notamment les migrateurs amphihalins),
- connaissance des usages de l'eau, générateurs d'exigences en termes de qualité, mais également de pressions sur la ressource : performance des réseaux d'assainissement, connaissance des prélèvements, caractérisation des zones de pêche et de loisirs nautiques,
- développement plus transversal de la connaissance pour la mise au point d'outils d'aide à la décision à travers :
 - la mise en œuvre d'actions de prospective et de recherche notamment sur les conséquences du changement climatique,
 - l'amélioration de la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux et les zones réservées à certains usages de l'eau.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :
77,3 millions d'euros, soit 1,9 % du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 1,9 euros par habitant et par an.



Fiche action 3 : Pollutions ponctuelles

Malgré des avancées très significatives, la lutte contre les pollutions domestiques et industrielles n'a pas été encore suffisante et des impacts importants subsistent en aval de sites industriels ou d'agglomération.

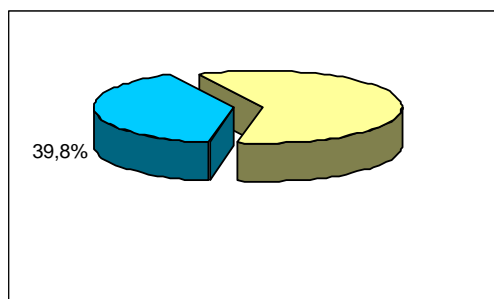
Ce chapitre du programme de mesures regroupe l'ensemble des actions visant à la réduction des pollutions d'origine domestique et industrielle, en application de **l'orientation fondamentale B du SDAGE « Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques »**.

Les mesures relatives à ce thème concernent :

- l'amélioration des dispositifs d'assainissement au niveau des collectivités (stations d'épuration et réseaux de collecte) : amélioration des performances des dispositifs en allant au-delà des exigences de la directive eaux résiduaires urbaines pour atteindre le bon état des eaux, réalisation de schémas d'assainissement et si nécessaire de schéma de gestion des eaux pluviales et mise en œuvre de bonnes pratiques de gestion des ouvrages et des sous-produits de l'épuration,
- pour les industriels, la réduction des substances dangereuses listées par la DCE, l'amélioration des dispositifs d'assainissement et la réduction de l'impact sur les milieux des sites industriels pollués et des carrières.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :
1637 millions d'euros, soit 39,8 % du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 39,8 euros par habitant et par an.



Fiche action 4 : Rejets diffus

Les apports diffus des pesticides et des nitrates issus des pratiques agricoles et non agricoles affectent la qualité des milieux aquatiques superficiels et souterrains.

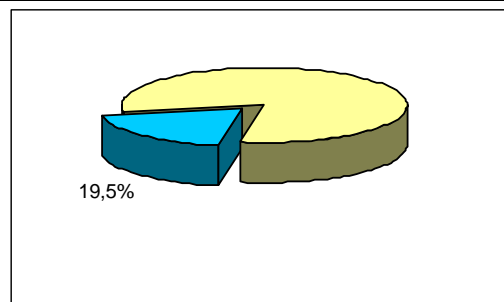
Ce chapitre du programme de mesures regroupe l'ensemble des mesures visant à la réduction des émissions de polluants diffus, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires, en application de **l'orientation B du SDAGE « Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques »**.

Les mesures développées en direction du monde agricole mais également auprès des utilisateurs non agricoles, incluent :

- la réalisation d'investissements pour de meilleures conditions d'application, de stockage et de récupération des produits dangereux,
- la mise en œuvre des mesures agri-environnementales (MAE) pour limiter les quantités utilisées et les risques de transfert des pollutions sur les secteurs les plus menacés notamment vis-à-vis de l'eau potable,
- des actions de formation en direction des utilisateurs agricoles et non agricoles de ces produits,
- l'aménagement de l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (mise en place de bandes enherbées et couverture hivernale des sols),
- l'interdiction progressive de l'utilisation de substances dangereuses notamment celles listées par la DCE.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :
804,8 millions d'euros, soit 19,5% du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 19,5 euros par habitant et par an.



Fiche action 5 : Restauration des fonctionnalités des milieux

Le bassin Adour-Garonne abrite des milieux aquatiques et humides d'un grand intérêt écologique qui jouent un rôle dans le maintien de la biodiversité, dans l'épuration et la régulation des eaux. La situation de ces milieux reste aujourd'hui préoccupante sur le bassin.

Les pressions sur la morphologie des milieux aquatiques (rivières, lacs, zones humides et annexes fluviales) et la modification du régime des eaux perturbent leur fonctionnalités naturelles et dégradent leurs équilibres biologiques, ce qui peut compromettre l'atteinte du bon état écologique des eaux.

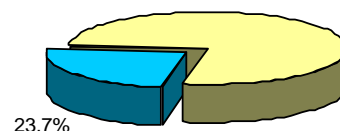
Ces mesures viennent en application des **orientations fondamentales B « Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques »** et **C « Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides »** du SDAGE.

Les actions à mener concernent les cours d'eau et leurs milieux annexes, les plans d'eau, les zones côtières ainsi que les zones humides. Les principaux thèmes d'action concernent :

- la conservation et la restauration des habitats : opérations de protection, d'entretien et de restauration du lit et des berges, voire de renaturation de certaines portions de cours d'eau, entretien des zones de frayères, protection, entretien et restauration des zones humides, mise en place de zones littorales protégées,
- la poursuite et l'amplification des actions visant à restaurer les populations piscicoles, et en particulier les poissons migrateurs, par une gestion piscicole adaptée, et un soutien raisonné des effectifs,
- la restauration des caractéristiques morphodynamiques proches des conditions naturelles, au travers de la gestion des ouvrages existants en limitant leur impact et au travers de la conservation des annexes hydrauliques et des espaces de mobilité des cours d'eau.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :
976 millions d'euros, soit 23,7% du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 23,7 euros par habitant et par an.



Fiche action 6 : Eau potable et baignade

Compte tenu de la croissance des besoins pour l'alimentation en eau potable notamment des grandes agglomérations à l'horizon 2015, il importe de protéger les ressources superficielles et souterraines encore de bonne qualité et d'améliorer les secteurs sensiblement dégradés.

Les loisirs aquatiques et l'activité thermique nécessitent des eaux d'une qualité remarquable. Ces activités sont très développées sur le bassin Adour-Garonne et ont des retombées économiques importantes : pêche, baignade, canoë-kayak, tourisme fluvial.

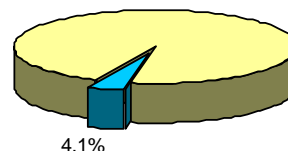
Ce chapitre du programme de mesures regroupe l'ensemble des actions visant à l'amélioration de la qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable, la qualité des eaux de baignade et la garantie d'une eau de qualité suffisante pour les autres activités (loisirs nautiques, pêche, thermalisme), en application de **l'orientation fondamentale D du SDAGE « Une eau de qualité pour assurer activités et usages »**.

Les actions à mener visent à :

- protéger les ressources en eau potable actuelles et futures en limitant les activités anthropiques dans les bassins d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés,
- assurer la pérennité des activités de loisirs nautiques avec une priorité forte pour la protection des sites de baignade.

Coût évalué pour **l'eau potable** sur la période 2010-2015 :
167 millions d'euros, soit 4,1% du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 4,1 euros par habitant et par an.



Fiche action 7 : Gestion des eaux souterraines

Les eaux souterraines contribuent fortement à l'équilibre de la gestion des eaux du bassin et à la richesse des milieux aquatiques et constituent donc un patrimoine à protéger et à valoriser sur le bassin.

Les eaux souterraines subissent en effet dans de nombreux secteurs l'impact des activités humaines ou restent très vulnérables comme dans le cas des karsts.

Ce chapitre du programme de mesures concerne spécifiquement les eaux souterraines et se rattache à **l'orientation fondamentale C « Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides » du SDAGE.**

Les principales actions à mener concernent :

- la réduction de l'impact des activités anthropiques notamment sur les zones d'affleurement des nappes profondes et la réhabilitation des forages,
- la maîtrise et l'optimisation des prélèvements dans les eaux souterraines notamment par la restauration de l'équilibre entre prélèvement et recharge

Le coût des actions de **maîtrise des prélèvements dans les eaux souterraines s'élève à 64,3 millions d'euros.** Elles sont incluses dans le coût global des actions relevant de la gestion quantitative de la ressource.

Fiche action 8 : Prélèvements, Gestion quantitative

Le bassin Adour-Garonne connaît un déficit quantitatif important pour les eaux superficielles et souterraines. Il subit également une aggravation des étiages du fait du changement climatique.

Ce chapitre du programme de mesures regroupe l'ensemble des actions visant à l'amélioration de la gestion quantitative des ressources en eau, qui s'inscrivent dans le cadre de **l'orientation E « Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique » du SDAGE.**

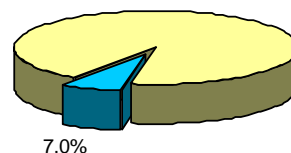
Elles visent :

- les actions reliées à la gestion quantitative de la ressource en eau se déclinent en deux sous-catégories : la gestion des prélèvements qui doit permettre d'adapter les quantités prélevées à la ressource disponible par la mise en place des organismes uniques mais également par une gestion plus économe de l'eau à rechercher pour tous les usages (alimentation en eau potable, industrie, agriculture),
- la mobilisation des ouvrages existants ou à réaliser qui doit permettre d'optimiser les quantités disponibles.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :

289,2 millions d'euros, soit 7% du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 7 euros par habitant et par an.



Fiche action 9 : Prévention des risques d'inondation

Le bassin Adour-Garonne reste soumis aux aléas climatiques à l'origine de crues et d'inondations, notamment dans les grandes vallées mais aussi sur de petits bassins versants.

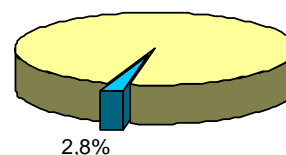
Ce chapitre du programme de mesures regroupe l'ensemble des actions traitant de la problématique inondations. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de **l'orientation E « Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique » du SDAGE.**

Deux axes structurent le traitement de cette problématique :

- l'élaboration et la mise en oeuvre de schémas de prévention des inondations qui permettent d'aborder cette problématique à l'échelle d'un bassin versant dans son ensemble. Certains d'entre eux deviennent des programmes d'actions et de prévention des inondations (PAPI), au nombre de 6 actuellement sur le bassin,
- la réalisation de travaux de protection et de réduction de la vulnérabilité et des aléas, notamment par des aménagements de ralentissement dynamique.

Coût évalué sur la période 2010-2015 :
116,7 millions d'euros, soit 2,8% du coût total du PDM.

Ramené à l'habitant, ce coût représente 2,8 euros par habitant et par an.



ANNEXES

Annexe 1 : Mesures de base relatives à l'article 11.3 de la DCE

Annexe 2 : Répertoire des mesures complémentaires du PDM

Annexe 3 : Mesures du PDM rattachées aux orientations fondamentales du SDAGE

Annexe 4 : Mesures du PDM par commission territoriale et par UHR

Annexe 1 Mesures de base relatives à l'article 11.3 de la DCE

L'article 11 de la « directive cadre sur l'eau » (DCE), transposée en droit français par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 et par le décret n° 2005-475 du 16 mai 2005 prescrit l'élaboration, dans chaque bassin hydrographique, d'un programme de mesures constitué d'actions concrètes permettant d'atteindre les objectifs qu'elle définit (dont le bon état des eaux).

Ce programme de mesures doit comprendre :

- des « mesures de base » qui sont les exigences minimales à respecter,
- des « mesures complémentaires » qu'il est nécessaire d'ajouter aux précédentes pour atteindre les objectifs environnementaux prescrits par la DCE.

L'article 11-1 de la DCE permet à chaque Etat membre d'adopter des mesures applicables à tous les bassins hydrographiques situés sur son territoire. Cette faculté a été retenue par l'Etat français afin d'harmoniser la présentation des « mesures de base » et d'améliorer la lisibilité des programmes de mesures de bassin qui mettront ainsi l'accent sur les « mesures complémentaires ».

La liste des « mesures de base », que chaque Etat doit obligatoirement mettre en œuvre, est définie à l'article 11-3 de la DCE, renvoyant par ailleurs au point A de l'annexe VI de cette directive. Le tableau de correspondance ci-après permet d'identifier rapidement les dispositions législatives et réglementaires existantes au plan national pour chaque « mesure de base » de l'article 11-3 de la DCE.

Il est organisé en trois colonnes :

- **La première colonne** contient la **totalité des catégories de « mesures de base » définies à l'article 11-3 de la DCE**. Il s'agit des mesures requises pour l'application de la législation communautaire pour la protection de l'eau (a), et des mesures requises dans le cadre de la législation mentionnée à l'article 10 et dans la partie A de l'annexe VI de la DCE (b à l).
- **La deuxième colonne** identifie les **références législatives et réglementaires françaises correspondant à chaque « mesure de base »**. La référence aux textes codifiés a été privilégiée. Les arrêtés préfectoraux pris pour l'application des textes mentionnés dans cette colonne font partie des mesures de base. Leur grand nombre n'a pas permis de les identifier dans le tableau.
- **La troisième colonne** présente le **substrat des dispositions françaises identifiées dans la deuxième colonne**, afin de permettre aux lecteurs d'avoir un aperçu synthétique des principaux mécanismes juridiques mis en œuvre pour assurer l'effectivité des mesures de base de l'article 11-3.

A chaque rubrique, le lecteur peut approfondir sa connaissance du dispositif en accédant aux textes eux-mêmes sur les sites internet suivants : www.legifrance.gouv.fr et www.aida.ineris.fr.

Tableau de correspondance entre les mesures listées à l'article 11-3 de la « directive cadre sur l'eau » (DCE) et la réglementation française

Type de mesure (référence article 11-3 de la DCE)	Référence dans la réglementation française	Mesures correspondantes
<p>a- Application de la législation communautaire existante</p> <p>Les mesures requises pour l'application de la législation communautaire pour la protection de l'eau, y compris les mesures requises dans le cadre de la législation mentionnée à l'article 10 et dans la partie A de l'annexe VI de la DCE :</p>		
<p>i- Directive 2006/11/CE du 15 décembre 2006 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique.</p> <p>Cette directive codifie et abroge la directive 76/464/CEE, et l'annexe I, point a), de la directive 91/692/CEE.</p>	<p>1) Articles R.211-11-1 à R.211-11-3 du code de l'environnement :</p> <p>2) Arrêté du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses :</p> <p>3) Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses :</p> <p>4) Arrêté du 29 novembre 2006 modifié portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement :</p> <p>5) Pour information : circulaire du 7 mai 2007 DCE/23 définissant les "normes de qualité environnementale provisoires (NQEp)" des 41 substances impliquées dans l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau ainsi que des substances pertinentes du programme national de réduction des substances dangereuses dans l'eau</p>	<p>1) Programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.</p> <p>2) Fixation de normes de qualité.</p> <p>3) Définition du programme national d'action.</p> <p>4) Définit les modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement.</p> <p>5) Définition des normes de qualités environnementales provisoires des 41 substances impliquées dans l'évaluation de l'état chimique des masses d'eau ainsi que des substances pertinentes du programme national de réduction des émissions des substances dangereuses dans l'eau. Cette circulaire fixe également les objectifs nationaux de réduction des émissions de ces substances et modifie la circulaire DCE 2005/12 du 28 juillet 2005 relative à la définition du "bon état".</p>
<p>ii- Directive n° 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution. Cette directive codifie et abroge la Directive 96/61/CE du Conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution</p>	<p>1) Articles L.511-1 à L.517-2 et R.511-9 à R.517-10 du code de l'environnement :</p> <p>Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</p>	<p>Enumération des installations classées pour la protection de l'environnement (prévention, réduction des pollutions, risques et nuisances) soumises à autorisation ou déclaration.</p> <p>Contrôle administratif du respect de la réglementation imposée aux exploitants d'installations, et sanctions administratives et pénales.</p> <p>Obligation d'information du vendeur d'un terrain sur lequel est exploitée une installation classée.</p>

		<p>Réglementation spécifique relative aux exploitations de carrières, au stockage souterrain de produits dangereux, aux installations susceptibles de donner lieu à des servitudes d'utilité publique et aux installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques.</p> <p>Obligation d'obtention d'un agrément pour la mise en œuvre, dans certaines catégories d'installations classées, de substances, produits, organismes ou procédés de fabrication.</p> <p>Définition des mesures particulières prévues pour les installations d'élimination des déchets.</p> <p>Constitution obligatoire de garanties financières destinées à assurer la surveillance de la sécurité de l'installation.</p>
<p>iii- Directive 86/280/CEE du 12 juin 1986 concernant les valeurs limites et les objectifs de qualité pour les rejets de certaines substances dangereuses relevant de la liste I de l'annexe de la directive 76/464/.</p>	<p>1) Circulaire du 4 février 2002 relative à l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées :</p> <p>Articles L.151-1, L.211-1 à L.211-3, L.214-1, L.216-6, L.541-2, L.541-4, L.541-37 et L.541-38 du code de l'environnement :</p> <p>Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p>	<p>Définition d'une action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses.</p> <p>Etablissement d'une liste des substances dangereuses dans le domaine de l'eau.</p> <p>Modalités d'application de la taxe sur les activités polluantes.</p> <p>Mesures de protection des eaux et de lutte contre toute pollution par déversements, dépôts, écoulement ou rejets.</p> <p>Réglementation des ouvrages, travaux et activités entraînant une pollution des eaux par rejets.</p> <p>Définition de sanctions pénales relatives à la pollution des eaux de quelque manière que ce soit.</p> <p>Obligation d'élimination des déchets et responsabilité des acteurs de cette opération.</p> <p>Détermination de mesures de limitation et d'utilisation du volume des rejets thermiques par les établissements industriels producteurs de ces rejets.</p>
<p>iv- Directive 82/176/CEE relative aux rejets de mercure.</p>	<p>1) Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>Arrêté du 21 novembre 1991 relatif aux rejets de mercure en provenance d'installations classées pour la protection de l'environnement du secteur de l'électrolyse des chlorures alcalins :</p> <p>Arrêté du 21 novembre 1991 relatif au rejet dans les eaux de mercure en provenance d'installations classées pour la protection de l'environnement des secteurs autres que celui de l'électrolyse des chlorures alcalins :</p> <p>Articles L.151-1, L.211-1 à L.211-3, L.214-1, L.216-6, L.541-2, L.541-4, L.541-37 et L.541-38 du code de l'environnement :</p>	<p>Fixation des limites des valeurs d'émission dans les eaux résiduaires, pour chaque établissement.</p> <p>Obligation de prélèvements quotidiens d'un échantillon du rejet.</p> <p>Obligation de surveillance du rejet dans les eaux.</p> <p>Rapport mensuel à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Modalités d'application de la taxe sur les activités polluantes.</p> <p>Mesures de protection des eaux et lutte contre toute pollution par déversements, dépôts, écoulement ou rejets.</p> <p>Réglementation des ouvrages, travaux et activités entraînant une pollution des eaux par rejets.</p> <p>Définition de sanctions pénales relatives à la pollution des eaux de quelque manière que ce soit.</p> <p>Obligation d'élimination des déchets et responsabilité des acteurs de cette opération.</p>

		Détermination de mesures de limitation et d'utilisation du volume des rejets thermiques par les établissements industriels producteurs de ces rejets.
v- Directive 84/156/CEE relative au mercure.	<p>1) Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>Articles L.151-1, L.211-1 à L.211-3, L.214-1, L.216-6, L.541-2, L.541-4, L.541-37 et L.541-38 du code de l'environnement :</p>	<p>Modalités d'application de la taxe sur les activités polluantes.</p> <p>Mesures de protection des eaux et lutte contre toute pollution par déversements, dépôts, écoulement ou rejets.</p> <p>Réglementation des ouvrages, travaux et activités entraînant une pollution des eaux par rejets.</p> <p>Définition de sanctions pénales relatives à la pollution des eaux de quelque manière que ce soit.</p> <p>Obligation d'élimination des déchets et responsabilité des acteurs de cette opération.</p> <p>Détermination de mesures de limitation et d'utilisation du volume des rejets thermiques par les établissements industriels producteurs de ces rejets.</p>
vi- Directive 83/513/CEE relative aux rejets de cadmium.	<p>1) Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>Arrêté du 12 février 2003 modifiant l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</p> <p>Articles L.151-1, L.211-1 à L.211-3, L.214-1, L.216-6, L.541-2, L.541-4, L.541-37 et L.541-38 du code de l'environnement :</p>	<p>Définition des valeurs limites d'effluents gazeux par flux horaires.</p> <p>Modalités d'application de la taxe sur les activités polluantes.</p> <p>Mesures de protection des eaux et lutte contre toute pollution par déversements, dépôts, écoulement ou rejets.</p> <p>Réglementation des ouvrages, travaux et activités entraînant une pollution des eaux par rejets.</p> <p>Définition de sanctions pénales relatives à la pollution des eaux de quelque manière que ce soit.</p> <p>Obligation d'élimination des déchets et responsabilité des acteurs de cette opération.</p> <p>Détermination de mesures de limitation et d'utilisation du volume des rejets thermiques par les établissements industriels producteurs de ces rejets.</p>
vii- directive 84/491/CEE relative aux rejets d'hexachlorocyclohexane.	<p>1) Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>Articles L.151-1, L.211-1 à L.211-3, L.214-1, L.216-6, L.541-2, L.541-4, L.541-37 et L.541-38 du code de l'environnement :</p>	<p>Modalités d'application de la taxe sur les activités polluantes.</p> <p>Mesures de protection des eaux et lutte contre toute pollution par déversements, dépôts, écoulement ou rejets.</p> <p>Réglementation des ouvrages, travaux et activités entraînant une pollution des eaux par rejets.</p> <p>Définition de sanctions pénales relatives à la pollution des eaux de quelque manière que ce soit.</p> <p>Obligation d'élimination des déchets et responsabilité des acteurs de cette opération.</p> <p>Détermination de mesures de limitation et d'utilisation du volume des rejets thermiques par les établissements industriels producteurs de ces rejets.</p>

<p>viii- Directive 96/82/CEE du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (« Seveso »).</p>	<p>1) Nomenclature des installations classées annexée à l'article R511-9 du code de l'environnement</p> <p>Articles L.511-1 à L.517-2 et R.511-9 à R.517-10 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié (ICPE) :</p> <p>Arrêté du 17 janvier 2003 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les stockages souterrains de gaz, d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés :</p> <p>Circulaire du 10 mai 2000 relative à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation (application de la directive Seveso II) :</p> <p>Articles 3-1, 93 à 95, 104 à 104-3 et 104-6 du code minier :</p> <p>2) Code de l'environnement (taper : « prévention des risques ») :</p>	<p>1) Identification des établissements ou groupes d'établissements pour lesquels la probabilité et la possibilité ou les conséquences d'un accident majeur peuvent être accrues, en raison de leur localisation et de leur proximité (« effet domino ») : échanges d'informations, élaboration de plans d'urgence externes.</p> <p>Obligation générale de vigilance des exploitants : prévention des accidents et limitation de leurs conséquences.</p> <p>Informations à fournir par l'exploitant après la survenance d'un accident majeur.</p> <p>Obligations des exploitants d'établissements à risque : notification d'informations à l'autorité compétente ; élaboration d'un document de prévention des accidents majeurs.</p> <p>Obligations des exploitants d'établissements à haut risque : présentation d'un rapport de sécurité ; élaboration d'un plan d'urgence (interne et externe) ; prises de mesures de sécurité (information et mise à disposition de toute personne concernée et intéressée).</p> <p>Liste et définition des activités et exploitations soumises à la réglementation relative au stockage souterrain de produits dangereux.</p> <p>Prévention et surveillance des risques d'affaissement de terrain ou d'accumulation de gaz dangereux, ainsi que des activités relatives aux stockages souterrains.</p> <p>Elaboration et mise en œuvre par l'Etat de plans de prévention des risques.</p> <p>Application de l'expropriation pour cause d'utilité publique.</p> <p>Régime des recherches de stockages souterrains.</p> <p>Obligation d'obtention d'une concession de stockage souterrain.</p> <p>Réglementation ou interdiction, à l'intérieur des périmètres de stockage et de protection, de tous travaux de nature à compromettre la sécurité du réservoir souterrain ou à troubler son exploitation.</p> <p>2) Droit des citoyens à l'information sur les risques majeurs.</p> <p>Déclaration que la lutte pour la prévention des risques liés au réchauffement climatique est une priorité nationale.</p> <p>Réglementation relative à la prévention des risques naturels et technologiques.</p> <p>Détermination de l'état dans lequel doit être remis un site après arrêt définitif de son exploitation.</p> <p>Fourniture d'une étude de dangers lorsque l'exploitation d'un ouvrage peut présenter des dangers pour la sécurité, la salubrité et la santé publiques.</p>
---	---	--

<p>x- Directive 98/83/CEE du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.</p>	<p>1) Articles L.1321-1 à L.1321-10, L.1323-1 du code de la santé publique : et R.1321-1 à R.1321-68 du même code :</p>	<p>Mise en place de périmètres de protection autour des points de captage. Trois niveaux de protection : immédiate, rapprochée, éloignée, avec possibilité d'instaurer un droit de préemption urbain. Mise en place d'un plan de gestion des ressources en eau. Définition de normes de qualité pour l'eau brute et l'eau distribuée et des modalités de contrôles de ces eaux. Obligation de mesures de contrôle, de surveillance et correctrices en cas de dépassement des normes. Système d'autorisation préalable d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine. Définition des règles d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution d'eau potable. Compétence consultative de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.</p>
<p>xi- Directive 86/278/CEE sur les boues d'épuration.</p>	<p>1) Articles R.211-25 à R.211-45 du code de l'environnement : et article R.2224-16 du code général des collectivités territoriales : 2) Arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 08/12/97 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées : 3) Articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales : 4) Rubrique 2.1.3.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p>	<p>1) Principe de l'interdiction des rejets de boues d'épuration dans le milieu aquatique. Conditions générales d'épandage des boues et dispositions techniques. 2) Prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles. 3) Définition de la compétence et des pouvoirs des communes en matière d'assainissement des eaux usées. 4) Régime d'autorisation/déclaration pour les épandages de boues issues du traitement des eaux usées.</p>
<p>xii- Directive 91/271/CEE sur le traitement des eaux résiduaires urbaines.</p>	<p>1) Articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales : Articles R.2224-6 à R.2224-17 du code général des collectivités territoriales : 2) Articles R.211-94 et R.211-95 du code de l'environnement : Arrêtés du - 23/11/1994 modifié portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes - 12/01/2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation dans le bassin Artois-Picardie pris en</p>	<p>1) Obligations des communes en matière d'assainissement des eaux usées : Délimitation des zones sensibles Système d'autorisation préfectorale. Obligation de traitement des eaux usées avant rejet dans le milieu naturel en fonction de la zone de rejet et de la taille de l'agglomération d'assainissement. Obligation de mise en place, par les communes, d'une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration. Principe de l'interdiction des rejets de boues d'épuration dans le milieu aquatique. 2) Définition des zones sensibles et procédure de délimitation de ces zones. Délimitation des zones sensibles.</p>

	<p>application du décret n° 94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées-</p> <ul style="list-style-type: none"> - 09/01/2006 portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne - 22/12/2005 portant révision des zones sensibles dans le bassin Rhône-Méditerranée - 23/12/2005 portant révision des zones sensibles dans le bassin Seine-Normandie. <p>3) Articles L.214-1 à L.214-4 et R.214-1 et suivants du code de l'environnement :</p> <p>Rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p> <p>4) Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5</p>	<p>3) Régime d'autorisation/déclaration préalable.</p> <p>Autorisation/déclaration des stations d'épuration, dispositifs d'assainissement non collectif et déversoirs d'orage.</p> <p>4) Prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement, fixation de leurs performances minimales et des règles de surveillance</p>
<p>xiii- Directive 91/414/CEE sur les produits phytopharmaceutiques.</p>	<p>1) Article L.253-1 du code rural :</p> <p>Arrêté du 6 septembre 1994 modifié portant application du décret n° 94-359 du 5 mai 1994 relatif au contrôle des produits phytopharmaceutiques (codifié aux articles R.253-1 et suivants du code rural) :</p> <p>Articles L.253-1 à L.253-8, L.253-12 à L.253-17, L.255-1 à L.255-11 du code rural :</p> <p>Articles R.253-1 à R.253-85 du même code :</p> <p>et articles R.255-1 à R.255-34 du même code :</p> <p>2) Articles R.1342-1 à R.1342-12, R.5132-62, R.5132-70 à R.5132-73 du code de la santé publique :</p>	<p>1) Principe d'une interdiction générale, sauf autorisation de mise sur le marché, des produits phytopharmaceutiques.</p> <p>Etablissement d'une liste positive de substances actives autorisées.</p> <p>Détermination d'un programme national de contrôle.</p> <p>Renforcement des pouvoirs de police judiciaire et institution d'un Comité de bio vigilance.</p> <p>Mentions obligatoires devant figurer sur les emballages ou étiquettes des produits phytopharmaceutiques, des substances dangereuses autres que vénéneuses.</p> <p>Obligation de restriction de la publicité aux produits phytopharmaceutiques dont la mise sur le marché est autorisée.</p> <p>Obligation d'information du vendeur.</p> <p>Inspections et contrôles des conditions d'autorisation et d'interdiction de mise sur le marché, d'utilisation et de détention des produits phytopharmaceutiques.</p> <p>Sanctions du non respect des conditions d'autorisation et d'interdiction de mise sur le marché, d'utilisation et de détention des produits phytopharmaceutiques.</p> <p>Définition et conditions d'utilisation des matières fertilisantes.</p> <p>Contrôle et sanctions du non respect des conditions d'utilisation des matières fertilisantes.</p> <p>2) Classification et restrictions d'emploi des substances dangereuses autres que vénéneuses.</p> <p>Interdiction de la production et de la mise sur le marché de substances et préparations dangereuses dont la présentation ou la dénomination peut créer une confusion avec un aliment, un médicament ou un produit cosmétique.</p>

		Utilisation obligatoire de contenants et emballages conformes aux règles d'hygiène et de santé publique.
xiv- Directive 91/676/CEE sur les nitrates.	<p>1) Articles R.211-75 à R.211-79 du code de l'environnement :</p> <p>2) et arrêté du 22 novembre 1993 relatif au Code des bonnes pratiques agricoles modifié :</p> <p>3) Articles R.211-80 à R.211-85 du code de l'environnement et arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole modifié :</p>	<p>1) Définition des zones vulnérables (zones alimentant les eaux souterraines, superficielles, des estuaires, côtières et marines).</p> <p>2) Code des bonnes pratiques agricoles.</p> <p>3) Dans chacune des zones vulnérables ou parties de zones vulnérables, l'utilisation des fertilisants organiques et minéraux, naturels et de synthèse contenant des fertilisants azotés, ainsi que les pratiques agricoles associées font l'objet d'un programme d'action.</p> <p>Le programme d'action :</p> <ul style="list-style-type: none"> - comporte, pour l'exploitant, des obligations relatives à la gestion de l'azote, - définit les zones d'excédent structurel et les actions menées, - définit les zones d'action complémentaires et les actions menées. <p>(le programme d'action fait l'objet d'un rapport)</p>
xv- Directive 85/337/CEE relative à l'évaluation des incidences des projets sur l'environnement.	<p>1) Articles L.122-1 à L.122-3 du code de l'environnement :</p> <p>2) Articles R.122-1 à R.122-16 du code de l'environnement :</p> <p>3) Article R512-6 4° du code de l'environnement</p>	<p>1) Obligation de procéder à une étude d'impact pour la réalisation de certains aménagements, ouvrages et travaux.</p> <p>2) Définition du contenu et de la portée de la procédure d'étude d'impact.</p> <p>Définition des catégories d'aménagements, ouvrages et travaux faisant l'objet ou dispensés de la procédure d'étude d'impact.</p> <p>3) Etude d'impact des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
xvi- Directive 79/409/CEE « oiseaux ».	<p>1) Articles L. 414-1 à L. 414-7 du code de l'environnement</p> <p>2) Articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement : Articles R.411-1 à R. 411-14 du même code :</p> <p>3) Arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire.</p> <p>4) Arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées.</p> <p>5) Articles L. 411-3 et L. 411-4 du code de l'environnement : Articles R.411-31 à R.411-41 du même code :</p>	<p>1) Sites Natura 2000 : cf. directive 92/43/CEE « habitats, faune, flore ».</p> <p>2) Protection des espèces et dérogations.</p> <p>3) Liste des oiseaux protégés.</p> <p>4) Procédure de dérogation.</p> <p>5) Interdiction d'introduction, dans le milieu naturel, des spécimens d'espèces animales non indigènes.</p> <p>6) Exercice et gestion de la chasse.</p> <p>7) Liste des gibiers dont la chasse est autorisée.</p>

	<p>6) Articles L.424-1 à L.425-15 du code de l'environnement :</p> <p>Articles R.424-1 à R.425-20 du même code :</p> <p>7) Arrêté du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée.</p>	
<p>xvii- Directive 92/43/CEE « habitats, faune, flore ».</p>	<p>1) Articles L.414-1 à L. 414-7 du code de l'environnement</p> <p>2) Articles R.414-1 et R.414-2 du même code.</p> <p>Arrêtés du 16 novembre 2001.</p> <p>3) Articles R. 414-3 à R. 414-7 du même code.</p> <p>4) Articles R. 414-8 à R. 414-11 du même code.</p> <p>5) Articles R. 414-12 à R. 414-18 du même code.</p> <p>6) Articles R. 414-19 à R. 414-24 du même code.</p> <p>7) Articles L.411-1 à L.411-2 du code de l'environnement.</p> <p>Articles R.411-1 à R. 411-14 du même code.</p> <p>8) Arrêtés du 22 juillet 1993, 27 juillet 1995, 20 décembre 2004 (2 arrêtés), 14 octobre 2005, 23 avril 2007 (3 arrêtés).</p> <p>9) Arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4o de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées.</p> <p>10) Articles L.424-1 à L.425-15 du code de l'environnement.</p> <p>Articles R.424-1 à R.425-20 du même code.</p>	<p>1) Réseau écologique européen Natura 2000.</p> <p>2) Liste des espèces d'oiseaux, des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages qui peuvent justifier la désignation de sites Natura 2000.</p> <p>3) Procédure de désignation des sites Natura 2000.</p> <p>4) Dispositions relatives aux documents d'objectifs relatifs à chaque zone Natura 2000.</p> <p>5) Dispositions relatives aux chartes et aux contrats Natura 2000.</p> <p>6) Régime d'évaluation des incidences des programmes et projets soumis à autorisation ou approbation.</p> <p>7) Protection des espèces et dérogations.</p> <p>8) Listes des espèces protégées pour les amphibiens et reptiles, les mammifères marins, les animaux de la faune marine, <i>Acipenser sturio</i> (esturgeon), les tortues marines, les mammifères terrestres, les insectes, les mollusques.</p> <p>Procédure de dérogation.</p> <p>10) Exercice et gestion de la chasse.</p> <p>11) Liste des gibiers dont la chasse est autorisée.</p> <p>12) Dispositions relatives aux animaux nuisibles.</p>

	<p>11) Arrêté du 26 juin 1987 modifié fixant la liste des espèces de gibier dont la chasse est autorisée</p> <p>12) Articles L.427-8 et L.427-9 du code de l'environnement.</p> <p>Articles R.427-6 à R.427-28 du même code.</p> <p>Arrêté du 30 septembre 1988 modifié fixant la liste des animaux susceptibles d'être classés nuisibles.</p> <p>Arrêté du 29 janvier 2007 fixant les dispositions relatives au piégeage des animaux classés nuisibles en application de l'article L. 427-8 du code de l'environnement.</p>	
<p>xviii- Directive 2006/118/CE du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration</p> <p>complète et abroge à partir du 22 décembre 2013 la directive 80/68/CEE du 17 décembre 1979 concernant la protection des eaux souterraines contre la pollution causée par certaines substances dangereuses</p>	<p>1) article R. 212-9-1 du code de l'environnement</p> <p>2) Arrêté du 17 juillet 2009 relatif aux mesures de prévention ou de limitation des introductions de polluants dans les eaux souterraines</p> <p>3) Arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines</p>	<p>1) Les SDAGE respectent les limitations et interdictions de l'introduction de polluants dans les eaux souterraines. Ils peuvent fixer des interdictions ou limitations plus sévères.</p> <p>2) Fixe la liste des substances dangereuses mentionnées à l'article R. 212-9-1 du code de l'environnement.</p> <p>3) Prévoit les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines</p>
<p>b- Tarification et récupération des coûts</p> <p>Mesures jugées adéquates aux fins de l'article 9 de la DCE.</p>	<p>1) Articles L. 2224-12 à L. 2224-12-5 et R. 2224-19 à R. 2224-20 du code général des collectivités territoriales relatifs aux règlements des services d'eau et d'assainissement, à la tarification et aux redevances d'assainissement :</p> <p>Arrêté du 6 août 2007 relatif à la définition des modalités de calcul du plafond de la part de la facture d'eau non proportionnelle au volume d'eau consommé.</p> <p>2) Articles L. 213-10 à L. 213-10-12 du code de l'environnement relatifs à la définition des redevances environnementales perçues par l'agence de l'eau et articles R. 213-48-1 à R. 213-48-20 :</p>	<p>1) Facturation de toute fourniture d'eau, à l'exclusion des consommations des bouches et poteaux incendie placés sur le domaine public.</p> <p>Facturation proportionnelle au volume consommé, pouvant comprendre un montant calculé indépendamment de ce volume en fonction des charges fixes du service et des caractéristiques du branchement, le forfait ne pouvant être pratiqué qu'à titre exceptionnel.</p> <p>Le montant maximal de la facture non proportionnel au volume consommé est défini par arrêté ministériel (arrêté du 6 août 2007).</p> <p>La facturation au forfait n'est possible que pour les communes de moins de 1000 habitants où la ressource en eau est naturellement abondante (R. 2224-20). Elle est subordonnée à une autorisation préfectorale.</p> <p>Si plus de 30% de la ressource en eau utilisée provient d'une zone de répartition des eaux définie en application de l'article L.211-2 du code de l'environnement, l'autorité organisatrice du service procède à un réexamen des modalités de tarification afin d'inciter les usagers à une meilleure utilisation de la ressource. A compter de 2010, la mise en œuvre de tarifs dégressifs n'est possible que dans la mesure où plus de 70 % de la ressource utilisée ne provient pas d'une zone de répartition des eaux.</p>

		<p>Si l'équilibre entre la ressource et la consommation d'eau est menacée de façon saisonnière, la collectivité organisatrice peut définir des tarifs différents selon les périodes de l'année.</p> <p>2) Redevances pour pollution de l'eau d'origine non domestique (L. 213-10-2) et pour pollution de l'eau d'origine non domestique (L. 213-10-3), dont les taux peuvent être modulés en tenant compte de l'état des masses d'eau et des objectifs du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>Redevances pour prélèvement d'eau (L. 213-10-9) dont les taux sont fixés en fonction de la disponibilité de la ressource et des objectifs du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux.</p> <p>Définition des modalités de calcul des redevances des agences de l'eau par les articles R 213-48-1 à R. 213-48-20 du code de l'environnement.</p>
<p>c- Utilisation efficace et durable de l'eau</p> <p>Mesures promouvant une utilisation efficace et durable de l'eau de manière à éviter de compromettre la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 4.</p>	<p>1) Articles L.211-1 à L.211-3 du Code de l'environnement :</p> <p>2) Titre 1^{er} « Prélèvements » du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p> <p>3) Arrêtés du 11 septembre 2003 :</p> <p>portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié</p> <p>portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié</p> <p>portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié</p> <p>4) Articles L.212-1 et L.212-3, R. 212-6 à R. 212-18, R. 212-26 à R. 212-48 du code de l'environnement :</p> <p>5) Articles R.211-66 à R.211-70 du code de l'environnement (zones d'alerte) :</p> <p>6) Articles R.211-71 à R.211-74 du code de l'environnement (zones de répartition des eaux) :</p>	<p>1) Définition et portée du principe d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau.</p> <p>Détermination des règles de préservation de la qualité et de répartition des eaux superficielles, souterraines et des eaux de la mer.</p> <p>2) Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration.</p> <p>3) Prescriptions générales applicables aux rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0, de la nomenclature.</p> <p>4) Détermination des bassins ou groupements de bassins et compétences des comités de bassin.</p> <p>Etablissement de S.D.A.G.E (Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et de S.A.G.E (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux).</p> <p>5) Mesures générales ou particulières pour faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie.</p> <p>6) Délimitation des zones de répartition des eaux destinées à faciliter la conciliation des intérêts des différents utilisateurs de l'eau dans les zones présentant une insuffisance, autre qu'exceptionnelle, des ressources par rapport aux besoins.</p> <p>7) Adaptation des seuils de prélèvement dans les zones de répartition des eaux.</p> <p>8) Organisme unique de gestion collective des prélèvements d'eau pour l'irrigation.</p> <p>9) Mesures à prendre en cas de sécheresse grave mettant en péril l'alimentation en eau potable des populations.</p>

	<p>7) Rubrique 1.3.1.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du même code :</p> <p>8) Articles R.211-111 à R. 211-117, R. 214-31-1 à R. 214-31-5, R. 216-12 du code de l'environnement :</p> <p>9) Article L.211-8 du code de l'environnement :</p>	
<p>d- Préservation de la qualité de l'eau destinée à l'eau potable</p> <p>Mesures requises pour répondre aux exigences de l'article 7, notamment les mesures visant à préserver la qualité de l'eau de manière à réduire le degré de traitement de purification nécessaire à la production d'eau potable.</p>	<p>1) Article L.211-3 du code de l'environnement (Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 «article 21» de la LEMA):</p> <p>2) Articles R.211-110 du code de l'environnement et R.114-1 à R.114-10 du code rural</p> <p>3) Articles R.1321-1 à R.1321-5 du code de la santé publique :</p> <p>4) Arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique.</p> <p>5) Périmètres de protection pour les prélèvements d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines: articles L.1321-2, R.1321-8 et R.1321-13 du code de la santé publique :</p>	<p>1) Définition des zones de protection des aires d'alimentation des captages.</p> <p>2) Mise en œuvre de programmes d'action sur ces zones afin de réduire les pollutions diffuses d'origine agricole.</p> <p>3) Définition des eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>Réglementation relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>4) Limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>5) Délimitation d'un périmètre de protection autour du point de prélèvement de l'eau destinée à la consommation humaine.</p> <p>Définition de règles concernant les activités effectuées à l'intérieur des périmètres de protection.</p> <p>Conditions de réglementation ou d'interdiction des travaux , installations, activités, dépôts, ouvrages, aménagement ou occupation des sols dans les périmètres de protection.</p>
<p>e- Prélèvements</p> <p>Mesures de contrôle des captages d'eau douce dans les eaux de surface et les eaux souterraines, et des dérivations d'eau douce de surface, notamment l'établissement d'un ou de plusieurs registres des captages d'eau et l'institution d'une autorisation préalable pour le captage et les dérivations. Ces contrôles sont périodiquement revus et, le cas échéant, mis à jour. Les États membres peuvent exempter de ces contrôles les captages ou les dérivations qui n'ont pas d'incidence significative sur l'état des eaux.</p>	<p>1) Articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement :</p> <p>2) Titre 1^{er} « Prélèvements » et rubrique 5.1.2.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p> <p>3) Arrêtés du 11 septembre 2003 :</p> <p>- fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature</p> <p>- fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature</p> <p>- fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des</p>	<p>1) Régime de l'autorisation/déclaration.</p> <p>2) Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités entraînant des prélèvements sur les eaux superficielles ou souterraines.</p> <p>3) Prescriptions générales applicables aux rubriques 1.1.1.0, 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0, 1.3.1.0, de la nomenclature.</p> <p>4) Réglementation des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration.</p> <p>5) Prélèvements d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p> <p>6) Déclaration des dispositifs de prélèvement, puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau</p>

	<p>articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature</p> <p>4) Articles R.214-1 à R.214-60 du code de l'environnement :</p> <p>5) Installations classées pour la protection de l'environnement : Articles L.511-1 à L.517-2 et R.511-9 à R.517-10 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>6) Articles L.224-9, L.224-12 et R.224-22 à R.224-22-6 du code général des collectivités territoriales</p> <p>Arrêté du 17 décembre 2008 fixant les éléments à fournir dans le cadre de la déclaration en mairie de tout prélèvement, puits ou forage réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau</p> <p>Arrêté du 17 décembre 2008 relatif au contrôle des installations privatives de distribution d'eau potable, des ouvrages de prélèvement, puits et forages et des ouvrages de récupération des eaux de pluie</p>	
<p>f- Recharge des eaux souterraines</p> <p>Des contrôles, notamment l'obligation d'une autorisation préalable pour la recharge ou l'augmentation artificielle des masses d'eau souterraines. L'eau utilisée peut provenir de toute eau de surface ou eau souterraine, à condition que l'utilisation de la source ne compromette pas la réalisation des objectifs environnementaux fixés pour la source ou pour la masse d'eau souterraine rechargée ou augmentée. Ces contrôles sont périodiquement revus et, le cas échéant, mis à jour.</p>	<p>1) Articles L.214-1 à L.214-11 du code de l'environnement :</p> <p>Article L.515-7 du code de l'environnement :</p> <p>2) Nomenclature du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement : rubriques 2.3.2.0 (recharge artificielle des eaux souterraines) ; 2.3.1.0 (rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol) ; 5.1.1.0 (réinjection dans une même nappe), articles R.214-2 à R.214-56 du même code :</p>	<p>1) Régime de l'autorisation/déclaration.</p> <p>Nécessité d'une autorisation pour le stockage souterrain de produits dangereux.</p> <p>2) Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités entraînant une recharge des eaux superficielles ou souterraines.</p> <p>Réglementation des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou déclaration.</p>
<p>g- Rejets ponctuels</p> <p>Pour les rejets ponctuels susceptibles de causer une pollution, une exigence de</p>	<p>1) Articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales :</p> <p>Articles R.2224-6 à R.2224-17 du code général des collectivités territoriales :</p>	<p>1) Obligations/responsabilités des communes en matière d'assainissement des eaux usées : Définition et délimitation des zones d'assainissement collectifs et non collectifs et mise en place d'un programme d'assainissement (collecte, stockage, épuration).</p>

<p>réglementation préalable, comme l'interdiction d'introduire des polluants dans l'eau, ou d'autorisation préalable ou d'enregistrement fondée sur des règles générales contraignantes, définissant les contrôles d'émission pour les polluants concernés, notamment des contrôles conformément à l'article 10 et à l'article 16. Ces contrôles sont périodiquement revus et, le cas échéant, mis à jour.</p>	<p>Article L.1331-10 du code de la santé publique :</p> <p>2) Article L.541-2 et L.541-4 du code de l'environnement :</p> <p>3) Articles L.214-1 à L.214-4 du code de l'environnement :</p> <p>4) Titre II « Rejets » et rubrique 5.2.1.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p> <p>5) Arrêtés du 27 juillet 2006 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.3.0 (1° b et 2° b) de la nomenclature, 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature, 2 août 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux rejets soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 2.2.2.0 de la nomenclature :</p> <p>6) Article L.214-7 du code de l'environnement :</p> <p>Articles L.511-1 à L.517-2 et R.511-9 à R.517-10 du code de l'environnement</p> <p>Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p>	<p>Système d'autorisation préfectorale.</p> <p>Obligation de traitement des eaux usées avant rejet dans le milieu naturel et respect des objectifs de qualité applicables aux eaux réceptrices par l'article D.211-10 du code de l'environnement, par les S.D.A.G.E (Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et S.A.G.E (Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux).</p> <p>Obligation de mise en place, par les communes, d'une surveillance des systèmes de collecte des eaux usées et des stations d'épuration.</p> <p>Principe de l'interdiction des rejets de boues d'épuration dans le milieu aquatique.</p> <p>Dispositions particulières relatives aux systèmes d'assainissement non collectifs.</p> <p>Tout déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public de collecte doit être préalablement autorisé par le maire.</p> <p>2) Etendue de l'obligation d'élimination des déchets et responsabilité des acteurs de cette opération.</p> <p>3) Régime de l'autorisation/déclaration.</p> <p>4) Nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités entraînant des rejets dans les eaux superficielles ou souterraines.</p> <p>5) Prescriptions générales pour les travaux relevant des rubriques 2.2.3.0 et 2.2.2.0.</p> <p>6) Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ou à déclaration sont soumises aux dispositions des articles L. 211-1, L. 212-1 à L. 212-11, L. 214-8, L. 216-6 et L. 216-13, ainsi qu'aux mesures prises en application des décrets prévus au 1° du II de l'article L. 211-3.</p> <p>Réglementation des rejets des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>h- Pollution diffuse</p> <p>Pour les sources diffuses susceptibles de provoquer une pollution, des mesures destinées à prévenir ou à contrôler les rejets de polluants. Les contrôles peuvent prendre la forme d'une exigence de réglementation préalable, comme l'interdiction d'introduire des polluants dans l'eau, d'une exigence</p>	<p>1) Articles R.211-75 à R.211-79 du code de l'environnement :</p> <p>2) Articles R.211-80 à R.211-85 et R. 216-10 du même code et arrêté du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. :</p> <p>3)</p> <p>Cf. a) ii - Directive n° 2008/1/CE du 15/01/08 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la</p>	<p>1) Rappel sur la directive nitrates : Délimitation des zones vulnérables.</p> <p>2) Programmes d'action à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.</p> <p>3) Epandage des effluents d'élevage :</p> <p>Rappel sur les textes relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement (stockages, épandages, ou élevages).</p>

<p>d'autorisation préalable ou d'enregistrement fondée sur des règles générales contraignantes lorsqu'une telle exigence n'est pas prévue par ailleurs par la législation communautaire. Ces contrôles sont périodiquement revus et, le cas échéant, mis à jour.</p>	<p>pollution.</p> <p>4) Arrêté du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à déclaration au titre du livre V du code de l'environnement</p> <p>5) Rubriques 2.1.3.0 et 2.1.4.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p> <p>6) Articles R.211-50 à R.211-52 du code de l'environnement :</p> <p>7) Arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n° 97-1133 du 08/12/97 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées :</p> <p>8) Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>9) Articles D.211-86 à D.211-93 du code de l'environnement</p> <p>et arrêté du 2 mai 2002 relatif à l'instauration d'une indemnité compensatoire de couverture des sols :</p> <p>10) Arrêté du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L. 253-1 du code rural :</p>	<p>4) Fixation des règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement.</p> <p>5) Régime d'autorisation/déclaration des épandages d'effluents et de boues.</p> <p>6) Réglementation de l'épandage des effluents d'exploitations agricoles.</p> <p>7) Prescriptions techniques applicables aux épandages de boues issues du traitement des eaux usées, sur les sols agricoles.</p> <p>8) Prélèvements et consommation d'eau ainsi qu'émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation Dispositions générales relatives à l'épandage (articles 36 à 42).</p> <p>9) Instauration et régime de l'indemnité compensatoire de couverture des sols (aide financière pour l'implantation de cultures intermédiaires pièges à nitrates).</p> <p>NB : un décret en préparation sur l'indemnité compensatoire de contraintes environnementales s'y substituera.</p> <p>10) Conditions générales d'utilisation des produits phytopharmaceutiques visés à l'article L253-1 du code rural.</p>
<p>i- Hydromorphologie</p> <p>Pour toute incidence négative importante sur l'état des eaux identifiées en vertu de l'article 5 et de l'annexe II, en particulier des mesures destinées à faire en sorte que les conditions hydromorphologiques de la masse d'eau permettent d'atteindre l'état écologique requis ou un bon potentiel écologique pour les masses d'eau désignées comme artificielles ou fortement modifiées. Les contrôles effectués à</p>	<p>1) Ouvrages hydrauliques : articles L.211-2, L.211-3, L.211-7, L.211-12, L.212-5-1, L.214-17 et L.214-18, R. 214-111 à R. 214-111-2, R. 212-46 et R. 212-47 du code de l'environnement :</p> <p>Espèces migratrices : articles L.214-4, L.215-10, L.432-6, R. 432-3 et D. 432-4 du même code :</p> <p>Maintien de la continuité écologique : articles L.214-17, R. 214-107 à 110 du même code :</p> <p>Articles L.214-9 (Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 «article 5») et R. 214-61 à R. 214-70 du code de l'environnement:</p> <p>Articles L.215-14 et suivants (Loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 «article 8») et R. 215-2 à R. 215-5 du</p>	<p>1) Détermination des règles de préservation de la qualité et de répartition des eaux superficielles, souterraines et des eaux de la mer.</p> <p>Réglementation relative à l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et ayant une incidence sur l'état des eaux.</p> <p>Servitudes d'utilité publique pour créer, préserver ou restaurer des zones de mobilité du lit mineur d'un cours d'eau et des zones humides dites « zones stratégiques pour la gestion de l'eau ».</p> <p>Régime du S.A.G.E (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux).</p> <p>Institution d'un comité technique permanent des barrages et ouvrages hydrauliques.</p>

<p>cette fin peuvent prendre la forme d'une exigence d'autorisation préalable ou d'enregistrement fondée sur des règles générales contraignantes lorsqu'une telle exigence n'est pas prévue par ailleurs par la législation communautaire. Ces contrôles sont périodiquement revus et, le cas échéant, mis à jour.</p>	<p>code de l'environnement:</p> <p>2) Titre III « Impacts sur le milieu aquatique ou sur la sécurité publique » et titre IV « Impacts sur le milieu marin » et rubriques 5.2.2.0 et 5.2.3.0 du tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement :</p> <p>3) Arrêtés</p> <p>du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature (3),</p> <p>du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux consolidations, traitements ou protections de berges soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.4.0 (2°) de la nomenclature. (3),</p> <p>du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature</p> <p>du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages ou remblais soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.2.0 (2°) de la nomenclature</p> <p>du 27 août 1999 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de création de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.3.0 (2°) de la nomenclature (2),</p> <p>du 27 août 1999 portant application du décret no 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux opérations de vidange de plans d'eau soumises à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 3.2.4.0 (2°) de la nomenclature</p> <p>du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux d'aménagement portuaires et ouvrages réalisés en contact avec le milieu aquatique soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.2.0 (2°) de la nomenclature (2) :</p> <p>du 23 février 2001 fixant les prescriptions générales applicables aux travaux de dragage et rejet y afférent soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 4.1.3.0 (2°, a, II ; 2°, b, II et 3°, b) de la nomenclature</p> <p>du 30 mai 2008 fixant les prescriptions générales applicables aux opérations d'entretien de cours d'eau ou canaux soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.2.1.0 de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-</p>	<p>Régime des listes de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux établies pour chaque bassin ou sous-bassin.</p> <p>Régime des ouvrages à construire dans le lit d'un cours d'eau.</p> <p>Retrait ou modification d'une autorisation de travaux, installations ou activités, en cas de non respect de la préservation des espèces migratrices vivant alternativement en eau douce et en eau salée.</p> <p>Modification d'une autorisation ou d'une permission accordée pour l'établissement d'ouvrages ou usines dont le fonctionnement ne permet pas la préservation des espèces migratrices vivant alternativement en eau douce et en eau salée.</p> <p>Principe de la favorisation de la circulation des espèces migratrices vivant alternativement en eau douce et en eau salée.</p> <p>Refus d'un accord d'autorisation ou de concession pour la construction de nouveaux ouvrages dans les cours d'eau ou canaux, si cette construction constitue un obstacle à la continuité écologique.</p> <p>Tout ou partie du débit artificiel généré par un aménagement hydraulique peut être affecté, par déclaration d'utilité publique, sur une section de ce cours d'eau et pour une durée déterminée, à certains usages.</p> <p>Obligation d'entretien régulier des cours d'eau.</p> <p>2) Travaux soumis à autorisation/déclaration. ??? correspond à quels textes ? sachant que ceux avec un (2) correspondent en fait au (3)</p> <p>3) Prescriptions générales relatives aux rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0, 3.1.3.0 (2°), 3.1.4.0 (2°), 3.2.1.0, 3.2.2.0 (2°), 3.2.3.0 (2°), 3.2.4.0 (2°), 4.1.2.0 (2°) et 4.1.3.0 (2°, a, II; 2°, b, II et 3°, b) de la nomenclature.</p> <p>4) Dispositions relatives aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.</p>
--	--	---

	<p>1 du code de l'environnement</p> <p>du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement</p> <p>4) Arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières :</p>	
<p>j- Rejets et injections en eaux souterraines</p> <p>L'interdiction du rejet direct de polluants dans les eaux souterraines sous réserve des dispositions suivantes :</p> <p>Les États membres peuvent autoriser la réinjection dans le même aquifère d'eau utilisée à des fins géothermiques.</p> <p>Ils peuvent également autoriser, en précisant les conditions qui s'y rattachent :</p> <p>l'injection d'eau contenant des substances résultant d'opérations de prospection et d'extraction d'hydrocarbures ou d'activités minières, et l'injection d'eau pour des raisons techniques, dans les strates géologiques d'où les hydrocarbures ou autres substances ont été extraits ou dans les strates géologiques que la nature rend en permanence impropres à d'autres utilisations. Ces injections ne contiennent pas d'autres substances que celles qui résultent des opérations susmentionnées ;</p> <p>la réinjection d'eau extraite des mines et des carrières ou d'eau liée à la construction ou à l'entretien de travaux d'ingénierie civile ;</p> <p>l'injection de gaz naturel ou de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à des fins de stockage dans des strates géologiques que la nature rend en</p>	<p>1) Articles R.214-1 à R.214-5 du code de l' environnement :</p> <p>2) Tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement : rubriques 2.3.1.0 (rejets d'effluents sur le sol ou dans le sous-sol) ; 2.3.2.0 (recharge artificielle des eaux souterraines) ; 5.1.1.0 (réinjection dans une même nappe des eaux prélevées pour la géothermie, l'exhaure des mines et carrières ou lors des travaux de génie civil) ; 5.1.3.0. (travaux de recherche, de création, d'essais, d'aménagement ou d'exploitation des stockages souterrains) ; 5.1.4.0 (travaux d'exploitation de mines) ; 5.1.5.0. (travaux de recherche et d'exploitation des stockages souterrains de déchets radioactifs) ; 5.1.6.0 (travaux de recherches des mines) ; 5.1.7.0 (travaux de prospection, de recherche et d'exploitation de substances minérales ou fossiles).</p> <p>3) Arrêté du 2 février 1998 modifié :</p> <p>4) Stockage souterrain : articles 3-1 et 104 à 104-4 du code minier :</p> <p>5) Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines en provenance d'installations classées</p>	<p>1) Opérations soumises à autorisation/déclaration.</p> <p>2) Nomenclature des opérations soumises à autorisation/déclaration.</p> <p>3) Réglementation des rejets des installations classées pour la protection de l'environnement (dont article 25 : interdiction de rejet dans les eaux souterraines).</p> <p>4) Liste et définition des activités et exploitations soumises à la réglementation relative au stockage souterrain de produits dangereux.</p> <p>Régime des recherches de stockages souterrains.</p> <p>Obligation d'obtention d'une concession de stockage souterrain.</p> <p>Réglementation ou interdiction, à l'intérieur des périmètres de stockage et de protection, de tous travaux de nature à compromettre la sécurité du réservoir souterrain ou à troubler son exploitation.</p> <p>5) Interdit le rejet de substances listées en annexe dans les eaux souterraines</p>

<p>permanence impropres à d'autres utilisations ;</p> <p>l'injection de gaz naturel ou de gaz de pétrole liquéfié (GPL) à des fins de stockage dans d'autres strates géologiques lorsqu'il existe un besoin impérieux d'assurer l'approvisionnement en gaz et que l'injection est effectuée de manière à éviter tout risque présent ou futur de détérioration de la qualité de toute eau souterraine réceptrice ;</p> <p>la construction, le génie civil et les travaux publics et activités similaires sur ou dans le sol qui entrent en contact avec l'eau souterraine.</p> <p>A cet effet, les États membres peuvent déterminer que ces activités doivent être traitées comme ayant été autorisées à condition qu'elles soient menées conformément aux règles générales contraignantes qu'ils ont élaborées à l'égard de ces activités ;</p> <p>les rejets de faibles quantités de polluants à des fins scientifiques pour la caractérisation, la protection ou la restauration des masses d'eau, ces rejets étant limités à ce qui est strictement nécessaire aux fins en question ;</p> <p>à condition que ces rejets ne compromettent pas la réalisation des objectifs environnementaux fixés pour cette masse d'eau souterraine.</p>		
<p>k- Substances prioritaires</p> <p>Conformément aux mesures prises en vertu de l'article 16, les mesures destinées à éliminer la pollution des eaux de surface par les substances énumérées dans la liste de</p>	<p>1) Articles R. 211-1 à R. 211-3 du code de l'environnement et arrêté du 20 avril 2005 modifié (programme d'action contre la pollution et NQE) :</p> <p>Arrêté du 2 février 1998 modifié (contrôle des émissions et VLE : chapitre V) :</p>	<p>1) Etablissement d'un programme national d'action destiné à prévenir, réduire ou éliminer la pollution des eaux de surface, des eaux de transition et des eaux marines intérieures et territoriales par les substances prioritaires.</p> <p>Pour chaque substance prioritaire, fixation de normes de qualité visant à la préservation des milieux aquatiques.</p>

substances prioritaires adoptée en application de l'article 16, paragraphe 2, et à réduire progressivement la pollution par d'autres substances qui empêcherait, sinon, les États membres de réaliser les objectifs fixés à l'article 4 pour les masses d'eau de surface.	2) articles L. 213-10-8, R. 213-48-13 du code de l'environnement, arrêté du 6 novembre 2008 établissant la liste des substances définies à l'article R. 213-48-13 du code de l'environnement relatif à la redevance pour pollutions diffuses	Définition des conditions de respect des normes de qualité des substances prioritaires. Contrôle et valeurs limites des émissions de substances prioritaires. 2) établissement de la liste des substances prioritaires soumises à la redevance pour pollution diffuse
I- Prévention, détection, annonce et traitement des rejets accidentels Toute mesure nécessaire pour prévenir les fuites importantes de polluants provenant d'installations techniques et pour prévenir et/ou réduire l'incidence des accidents de pollution, par exemple à la suite d'inondations, notamment par des systèmes permettant de détecter ou d'annoncer l'apparition de pareils accidents, y compris dans le cas d'accidents qui n'auraient raisonnablement pas pu être prévus, toutes les mesures appropriées pour réduire les risques encourus par les écosystèmes aquatiques.	1) Articles L.211-1, L.211-2, L.211-5, L.211-5-1, L.218-1, L.218-3 et L.218-72 du code de l'environnement : 2) Articles R.214-6 à R.214-56, D. 218-4, D. 218-5, R.218-6 à R. 218-13 du code de l'environnement 3) Arrêté du 2 février 1998 modifié 4) Arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation 5) Pollution marine : Décret n°84-810 modifié du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine, à l'habitabilité à bord des navires et à la prévention de la pollution (Centres de sécurité des navires) :	1) Définition et portée du principe d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. Règles générales de préservation de la qualité et de répartition des eaux superficielles, souterraines et des eaux de la mer. Obligation d'information des autorités administratives, de tout incident ou accident présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux. Possibilité pour l'Etat, d'agréer des organismes spécialisés dans la lutte contre les pollutions accidentelles des eaux. Responsabilité du propriétaire d'un navire des dommages pour pollution résultant d'une fuite ou de rejets d'hydrocarbures de ce navire. Obligation de présenter une assurance ou une garantie financière couvrant la responsabilité civile du propriétaire d'un navire pour les dommages par pollution, en cas d'accès aux ports, eaux territoriales ou intérieures français. Mesure de police maritime d'urgence. 2) Régime d'autorisation et de déclaration préalables « loi sur l'eau ». 3) Dispositions concernant les prélèvements, la consommation d'eau et les émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. 4) prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. 5) Titres de sécurité et certificats de prévention de la pollution. Contrôle des navires. Règles générales de sécurité et de la prévention de la pollution.

Annexe 2

Répertoire des mesures complémentaires du PDM

Catégorie	Sous-catégorie	Code	Intitulé	Maitre d'ouvrage	Nature
Gouvernance	Organisation des acteurs	Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maitres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maitrise d'ouvrage	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Gouv_1_02	Animer et développer des outils des gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étiages, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrants)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
	Sensibilisation et information	Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Incitative Contractuelle

Catégorie	Sous-catégorie	Code	Intitulé	Maitre d'ouvrage	Nature
Connaissance	Connaissance de la qualité et quantité des milieux	Conn_1_01	Développer le suivi de la qualité des masses d'eau superficielles et souterraines : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_1_02	Développer le suivi quantitatif des masses d'eau : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations hydrométriques, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
	Connaissance du fonctionnement des milieux	Conn_2_01	Développer la connaissance des relations entre les différents types de masses d'eau	Organismes de recherche	Contractuelle
		Conn_2_02	Approfondir la connaissance générale des liens entre l'hydrologie et la biologie des cours d'eau	Organismes de recherche	Contractuelle
		Conn_2_03	Améliorer la connaissance des eaux souterraines (inventaires, cartographie, études spécifiques, connaissance des eaux utilisées pour le thermalisme et l'embouteillage...) et développer les outils d'aide à la décision (modélisations hydrodynamique et hydrochimique...) : nappes karstiques, nappes de socle, nappes profondes, nappes d'accompagnement ...	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Organismes de recherche	Incitative Contractuelle
		Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_2_05	Améliorer la connaissance des populations piscicoles (notamment les migrateurs)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_2_06	Approfondir la connaissance des dynamiques phytoplanctoniques et des phycotoxines	Organismes de recherche	Contractuelle
		Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...	Organismes de recherche	Contractuelle
		Conn_2_08	Etudier l'impact des retenues artificielles sur les milieux naturels (impact local, impacts sur le fonctionnement des bassins versants)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_2_09	Réaliser un atlas des boisements de nature à protéger les milieux aquatiques	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_2_10	Réaliser une étude hydrosédimentaire du bassin versant et mettre en œuvre ses recommandations	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
	Connaissance des usages	Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_3_02	Améliorer la connaissance des prélèvements sur les milieux (inventaire des destinations de l'eau prélevée, définition de méthode de comptabilité des volumes par usage, mise en cohérence des données,...)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle
		Conn_3_03	Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement	Collectivités	Incitative
		Conn_3_04	Améliorer la connaissance des zones de pêche amateur ou professionnelle (prélèvements de la pêche, importance du braconnage...)	Collectivités - Associations agréées de pêche	Incitative
		Conn_3_05	Caractériser les zones de loisirs nautiques (sites de baignade, zones de navigation de plaisance...) : inventaire, profil environnemental baignade	Collectivités	Incitative
	Autres	Conn_9_01	Poursuivre et développer les actions de recherche et de prospective : - structurer les échanges entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, - développer les moyens de recherche appliquée, - réaliser une veille scientifique, - développer la recherche de technologies innovantes pour lutter contre les pollutions diffuses - mener une étude prospective sur les conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Organismes de recherche	Incitative Contractuelle
		Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impact des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation,...	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Organismes de recherche	Incitative Contractuelle

Catégorie	Sous-catégorie	Code	Intitulé	Maitre d'ouvrage	Nature
Pollutions ponctuelles	Assainissement collectif	Ponc_1_01	Adapter les prescriptions de rejet à la sensibilité du milieu naturel	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Ponc_1_02	Utiliser l'eau en sortie de STEP pour de nouveaux usages (étude de faisabilité puis mise en œuvre)	Collectivités	Incitative Contractuelle
		Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales	Collectivités	Contractuelle
		Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps pluie	Collectivités	Contractuelle
		Ponc_1_05	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des rejets domestiques (dispositifs de gestion des sous-produits, planification et suivi de la gestion des sous-produits)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Ponc_1_06	Sensibiliser les usagers sur les risques liés aux rejets, dans les réseaux de collecte, de produits "domestiques" toxiques et promouvoir l'utilisation de produits écolabellisés	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative
	Industries, artisanat	Ponc_2_01	Limiter ou supprimer les émissions des substances toxiques : prioritaires (dangereuses ou pas) et pertinentes au titre de la DCE pour les industriels	Industriels	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Ponc_2_02	Réhabiliter les sites industriels « polluants » (sites pollués en activité ou orphelins, y compris les exploitations minières, ayant un impact avéré sur le milieu)	Industriels - Collectivités	Incitative Réglementaire
		Ponc_2_03	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des industriels (notamment agroalimentaire) : stations de traitement, cuves de stockage, filières d'élimination, technologies propres...	Industriels	Contractuelle Réglementaire
		Ponc_2_04	Réduire l'impact des carrières et des gravières sur les eaux souterraines lors de leur exploitation et de leur réhabilitation	Gestionnaires	Incitative Réglementaire

Catégorie	Sous-catégorie	Code	Intitulé	Maitre d'ouvrage	Nature
Rejets diffus	Elevage	Diff_1_01	Mettre en conformité les exploitations d'élevage (bâtiments ; sites de stockage des effluents, des produits chimiques...)	Agriculteurs	Incitative Contractuelle
		Diff_1_02	Améliorer la gestion des piscicultures (notamment en termes de gestion des effluents et des débits réservés)	Pisciculteurs	Incitative Réglementaire
	Nitrates agricoles	Diff_2_01	Améliorer les pratiques de fertilisation et limiter les transferts	Agriculteurs	Incitative Contractuelle
		Diff_2_02	Améliorer l'utilisation des matériels d'épandage (formations, démonstration de nouveaux matériels...)	Agriculteurs	Incitative Contractuelle
	Phytosanitaires agricoles et non agricoles	Diff_3_01	Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires (local de stockage des produits phytosanitaires, sécurisation des aires de remplissage et de rinçage)	Agriculteurs - Collectivités	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Diff_3_02	Favoriser les filières pérennes de récupération des produits phytosanitaires	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Organisations professionnelles agricoles	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Diff_3_03	Sensibiliser les distributeurs agricoles de produits phytosanitaires aux impacts sur les milieux naturels	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Organisations professionnelles agricoles	Incitative
		Diff_3_04	Mettre en œuvre des plans d'actions "phytosanitaires" visant les usages non agricoles (diminution des doses, utilisation de techniques alternatives, formation, sensibilisation et bilans ...)	Collectivités	Incitative Contractuelle
	Autres	Diff_9_01	Favoriser la lutte contre la pollution diffuse liée aux DTQD et aux DMS par la mise en place de plans départementaux	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Industriels	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Diff_9_02	Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (notamment mise en place de couverture hivernale des sols et de bandes végétalisées)	Agriculteurs	Contractuelle
		Diff_9_03	Limiter ou supprimer les émissions des substances toxiques : prioritaires (dangereuses ou pas) et pertinentes au titre de la DCE par les utilisateurs agricoles et non agricoles	Agriculteurs - Collectivités	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Diff_9_04	Développer des programmes d'actions de lutte contre les pollutions diffuses	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Incitative Contractuelle

Catégorie	Sous-catégorie	Code	Intitulé	Maitre d'ouvrage	Nature
Modifications fonctionnalités naturelles	Habitats (cours d'eau, plans d'eau, zones humides, zones côtières)	Fonc_1_01	Restaurer les zones de frayère	Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Contractuelle
		Fonc_1_02	Lutter contre les espèces invasives (gestion et sensibilisation)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Fonc_1_03	Définir et mettre en œuvre des stratégies de gestion des plans d'eau existants	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle
		Fonc_1_04	Entretien, préserver et restaurer les zones humides (têtes de bassins et fonds de vallons, abords des cours d'eau et plans d'eau, marais, lagunes...) : - Interdire le drainage ou l'envoyage des zones humides abritant des espèces protégées ou des zones humides inventoriées pour leurs fonctionnalités hydrologique et/ou biologique - Procéder à des acquisitions foncières dans les zones humides - Développer le conseil et l'assistance technique aux gestionnaires de zones humides	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Fonc_1_05	Mise en place de zones marines ou estuariennes protégées	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
	Morpho-dynamique fluviale	Fonc_2_01	Mettre en œuvre des plans de renaturation des cours d'eau	Collectivités - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Contractuelle
		Fonc_2_02	Entretien des berges et abords des cours d'eau ainsi que les ripisylves	Agriculteurs - Collectivités - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Contractuelle
		Fonc_2_03	Réaliser des études et des travaux visant à traiter les problématiques "seuils" et maintien des faciès d'écoulement	Collectivités	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Fonc_2_04	Restaurer et entretenir les annexes hydrauliques des cours d'eau	Collectivités - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Contractuelle
		Fonc_2_05	Déterminer les espaces de mobilité des cours d'eau	Collectivités	Contractuelle
		Fonc_2_06	Limiter ou interdire la création de plans d'eau et limiter l'impact des plans d'eau existants	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Fonc_2_07	Accompagner et sensibiliser les acteurs sur les interventions sur les milieux (techniciens rivières, guides techniques,...)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Incitative Contractuelle
		Fonc_2_08	Mettre en œuvre un schéma directeur de gestion des vases des ports et des chenaux de navigation	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle
	Faune piscicole	Fonc_3_01	Adapter les prélèvements piscicoles aux ressources disponibles (sensibilisation, lutte contre le braconnage, limitation des prélèvements...)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Fonc_3_02	Soutenir les effectifs de poissons migrateurs (gestion des prélèvements, sensibilisation des pêcheurs, restauration des habitats...)	Associations agréées de protection de la nature et de l'environnement	Contractuelle
	Gestion des ouvrages	Fonc_4_01	Aménagement ou effacement des ouvrages pour rétablir la libre circulation pour les migrateurs (notamment mise en œuvre de la trame bleue)	Collectivités - Gestionnaire ouvrage - Associations agréées de pêche	Contractuelle
		Fonc_4_02	Aménagement des ouvrages pour favoriser le transport solide	Collectivités - Gestionnaire ouvrage - Associations agréées de pêche	Contractuelle
		Fonc_4_03	Améliorer les ouvrages et leur gestion (vannes de chaussées, de barrages...) pour : - garantir les débits des cours d'eau et les niveaux d'eau des marais - limiter l'impact de ces ouvrages sur la faune et la flore aquatiques	Gestionnaire ouvrage	Contractuelle

Catégorie	Sous-catégorie	Code	Intitulé	Maitre d'ouvrage	Nature
Eaux souterraines	Eaux souterraines	Sout_1_01	Réduire l'impact des activités anthropiques potentiellement polluantes sur les eaux souterraines (zones d'affleurement des nappes profondes, réhabilitation de forages...)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Sout_1_02	Maîtriser les prélèvements sur les eaux souterraines (restaurer l'équilibre entre prélèvement et recharge, limiter le risque d'intrusion saline, installation de compteurs...)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
Eau potable et baignade	Eau potable	Qua_1_01	Protéger les ressources en eau potable actuelles et futures : - limitation des activités anthropiques dans les bassins d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - limitation de la fertilisation organique et chimique en amont des captages, - développement de l'agriculture biologique à privilégier sur les aires d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - entretien des ouvrages de captage	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités) - Gestionnaire ouvrage	Incitative Contractuelle Réglementaire
		Qua_1_02	Améliorer les rendements des réseaux de distribution d'eau potable	Gestionnaire ouvrage	Incitative Contractuelle
		Qua_1_03	Privilégier l'usage eau potable sur les autres usages économiques de l'eau et optimiser l'organisation locale des services d'eau potable (schémas directeurs eau potable, solutions alternatives)	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle
	Eau de baignade et autres activités	Qua_2_01	Protéger les sites de baignade contre les pollutions, l'eutrophisation (y compris transfert de phosphore par érosion) et les cyanobactéries dues : - à l'élevage - à l'assainissement collectif et aux eaux pluviales - à l'assainissement non collectif	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Qua_2_02	Mettre en place des actions de réduction des impacts des ports et des activités nautiques et ostréicoles : dispositifs d'assainissement, récupération des eaux de ballast et des produits de dégazage, gestion des déchets	Collectivités - Particuliers	Contractuelle
		Qua_2_03	Mettre en œuvre des mesures spécifiques de lutte contre les pollutions dans les zones conchylicoles et de pêche à pied	Collectivités	Contractuelle
		Qua_2_04	Mettre en œuvre des mesures destinées à limiter l'impact du motonautisme et de la plaisance	Collectivités	Contractuelle
		Qua_2_05	Réaliser un schéma directeur des loisirs nautiques	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle
Prélèvements, gestion quantitative	Mobilisation des ouvrages	Prel_1_01	Mobiliser les déstockages depuis les ouvrages hydroélectriques pour le soutien d'étiage	Gestionnaire ouvrage	Contractuelle
		Prel_1_02	Augmenter la ressource en eau disponible à l'étiage sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle
	Gestion des prélèvements	Prel_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Prel_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviales ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements, ...)	Agriculteurs - Industriels - Collectivités - Particuliers	Contractuelle
Inondations	Inondations	Inon_1_01	Elaborer et mettre en œuvre les préconisations du schéma de prévention des crues et des inondations	Pouvoirs publics (Agence de l'Eau, Etat, Collectivités)	Contractuelle Réglementaire
		Inon_1_02	Développer les aménagements de ralentissement dynamiques	Collectivités	Contractuelle Réglementaire

Annexe 3

Mesures du PDM de bassin rattachées aux Orientations Fondamentales du SDAGE

A - Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance

Gouvernance

Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maîtres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Gouv_1_02	Animer et développer des outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étiages, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrants)
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public

Connaissance

Conn_1_01	Développer le suivi de la qualité des masses d'eau superficielles et souterraines : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)
Conn_1_02	Développer le suivi quantitatif des masses d'eau : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations hydrométriques, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)
Conn_2_01	Développer la connaissance des relations entre les différents types de masses d'eau
Conn_2_02	Approfondir la connaissance générale des liens entre l'hydrologie et la biologie des cours d'eau
Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)
Conn_2_05	Améliorer la connaissance des populations piscicoles (notamment les migrants)
Conn_2_06	Approfondir la connaissance des dynamiques phytoplanctoniques et des phycotoxines
Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...
Conn_2_08	Etudier l'impact des retenues artificielles sur les milieux naturels (impact local, impacts sur le fonctionnement des bassins versants)
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant
Conn_3_02	Améliorer la connaissance des prélèvements sur les milieux (inventaire des destinations de l'eau prélevée, définition de méthode de comptabilité des volumes par usage, mise en cohérence des données,...)
Conn_3_03	Améliorer la connaissance des performances des réseaux d'assainissement
Conn_3_04	Améliorer la connaissance des zones de pêche amateur ou professionnelle (prélèvements de la pêche, importance du braconnage...)
Conn_9_01	Poursuivre et développer les actions de recherche et de prospective : - structurer les échanges entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, - développer les moyens de recherche appliquée, - réaliser une veille scientifique, - développer la recherche de technologies innovantes pour lutter contre les pollutions diffuses - mener une étude prospective sur les conséquences du changement climatique et de l'élévation du niveau de la mer
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impact des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation,...

B - Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques

Gouvernance

Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maîtres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public

Connaissance

Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...
Conn_2_08	Etudier l'impact des retenues artificielles sur les milieux naturels (impact local, impacts sur le fonctionnement des bassins versants)
Conn_2_09	Réaliser un atlas des boisements de nature à protéger les milieux aquatiques
Conn_2_10	Réaliser une étude hydrosédimentaire du bassin versant et mettre en œuvre ses recommandations
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant
Conn_3_04	Améliorer la connaissance des zones de pêche amateur ou professionnelle (prélèvements de la pêche, importance du braconnage...)
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impact des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation,...

Pollutions ponctuelles

Ponc_1_01	Adapter les prescriptions de rejet à la sensibilité du milieu naturel et améliorer les performances des réseaux et stations d'épuration des collectivités en allant au besoin au-delà des exigences de la directive eaux résiduaires urbaines
Ponc_1_02	Utiliser l'eau en sortie de STEP pour de nouveaux usages (étude de faisabilité puis mise en œuvre)
Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales
Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps pluie
Ponc_1_05	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des rejets domestiques (dispositifs de gestion des sous-produits, planification et suivi de la gestion des sous-produits)
Ponc_1_06	Sensibiliser les usagers sur les risques liés aux rejets, dans les réseaux de collecte, de produits "domestiques" toxiques et promouvoir l'utilisation de produits écolabellisés
Ponc_2_01	Limiter ou supprimer les émissions des substances toxiques : prioritaires (dangereuses ou pas) et pertinentes au titre de la DCE pour les industriels
Ponc_2_02	Réhabiliter les sites industriels « polluants » (sites pollués en activité ou orphelins, y compris les exploitations minières, ayant un impact avéré sur le milieu)
Ponc_2_03	Mettre en œuvre les bonnes pratiques de gestion des ouvrages et sous produits d'épuration des industriels (notamment agroalimentaire) : stations de traitement, cuves de stockage, filières d'élimination, technologies propres...
Ponc_2_04	Réduire l'impact des carrières et des gravières sur les eaux souterraines lors de leur exploitation et de leur réhabilitation

B - Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques

Rejets diffus

Diff_1_01	Mettre en conformité les exploitations d'élevage (bâtiments ; sites de stockage des effluents, des produits chimiques...)
Diff_1_02	Améliorer la gestion des piscicultures (notamment en termes de gestion des effluents et des débits réservés)
Diff_2_01	Améliorer les pratiques de fertilisation et limiter les transferts
Diff_2_02	Améliorer l'utilisation des matériels d'épandage (formations, démonstration de nouveaux matériels...)
Diff_3_01	Améliorer les équipements et les pratiques en matière d'utilisation de produits phytosanitaires (local de stockage des produits phytosanitaires, sécurisation des aires de remplissage et de rinçage)
Diff_3_02	Favoriser les filières pérennes de récupération des produits phytosanitaires
Diff_3_03	Sensibiliser les utilisateurs agricoles de produits phytosanitaires aux impacts sur les milieux naturels
Diff_3_04	Mettre en œuvre des plans d'actions "phytosanitaires" visant les usages non agricoles (diminution des doses, utilisation de techniques alternatives, formation, sensibilisation et bilans ...)
Diff_9_01	Favoriser la lutte contre la pollution diffuse liée aux DTQD et aux DMS par la mise en place de plans départementaux
Diff_9_02	Aménager l'espace pour limiter l'érosion et lutter contre les transferts (notamment mise en place de couverture hivernale des sols et de bandes végétalisées)
Diff_9_03	Limiter ou supprimer les émissions des substances toxiques : prioritaires (dangereuses ou pas) et pertinentes au titre de la DCE par les utilisateurs agricoles et non agricoles
Diff_9_04	Développer des programmes d'actions de lutte contre les pollutions diffuses

Modification des fonctionnalités

Fonc_3_08	Mettre en œuvre un schéma directeur de gestion des vases des ports et des chenaux de navigation
Fonc_5_03	Améliorer les ouvrages et leur gestion (vannes de chaussées, de barrages...) pour : - garantir les débits des cours d'eau et les niveaux d'eau des marais - limiter l'impact de ces ouvrages sur la faune et la flore aquatiques
Fonc_5_02	Aménagement des ouvrages pour favoriser le transport solide

Eau potable

Qua_1_01	Protéger les ressources en eau potable actuelles et futures : - limitation des activités anthropiques dans les bassins d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - limitation de la fertilisation organique et chimique en amont des captages, - développement de l'agriculture biologique à privilégier sur les aires d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - entretien des ouvrages de captage
----------	--

C - Gérer durablement les eaux souterraines, Préserver et Restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides

Gouvernance

Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maîtres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Gouv_1_02	Animer et développer des outils des gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étiages, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrateurs)
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public

Connaissance

Conn_1_02	Développer le suivi quantitatif des masses d'eau : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations hydrométriques, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)
Conn_2_01	Développer la connaissance des relations entre les différents types de masses d'eau
Conn_2_02	Approfondir la connaissance générale des liens entre l'hydrologie et la biologie des cours d'eau
Conn_2_03	Améliorer la connaissance des eaux souterraines (inventaires, cartographie, études spécifiques, connaissance des eaux utilisées pour le thermalisme et l'embouteillage...) et développer les outils d'aide à la décision (modélisations hydrodynamique et hydrochimique...) : nappes karstiques, nappes de socle, nappes profondes, nappes d'accompagnement ...
Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)
Conn_2_05	Améliorer la connaissance des populations piscicoles (notamment les migrateurs)
Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impact des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation,...

Pollutions ponctuelles

Ponc_2_04	Réduire l'impact des carrières et des gravières sur les eaux souterraines lors de leur exploitation et de leur réhabilitation
-----------	---

C - Gérer durablement les eaux souterraines, Préserver et Restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides

Modification des fonctionnalités

Fonc_1_01	Restaurer les zones de frayère
Fonc_1_02	Lutter contre les espèces invasives (gestion et sensibilisation)
Fonc_1_03	Définir et mettre en œuvre des stratégies de gestion des plans d'eau existants
Fonc_2_01	Entretien, préserver et restaurer les zones humides (têtes de bassins et fonds de vallons, abords des cours d'eau et plans d'eau, marais, lagunes...) : - Interdire le drainage ou l'ennoyage des zones humides abritant des espèces protégées ou des zones humides inventoriées pour leurs fonctionnalités hydrologique et/ou biologique - Procéder à des acquisitions foncières dans les zones humides - Développer le conseil et l'assistance technique aux gestionnaires de zones humides
Fonc_2_02	Mise en place de zones marines ou estuariennes protégées
Fonc_3_01	Mettre en œuvre des plans de renaturation des cours d'eau
Fonc_3_02	Entretien des berges et abords des cours d'eau ainsi que les ripisylves
Fonc_3_03	Réaliser des études et des travaux visant à traiter les problématiques "seuils" et maintien des faciès d'écoulement
Fonc_3_04	Restaurer et entretenir les annexes hydrauliques des cours d'eau
Fonc_3_05	Déterminer les espaces de mobilité des cours d'eau
Fonc_3_06	Limiter ou interdire la création de plans d'eau et limiter l'impact des plans d'eau existants
Fonc_3_07	Accompagner et sensibiliser les acteurs sur les interventions sur les milieux (techniciens rivières, guides techniques,...)
Fonc_3_08	Mettre en œuvre un schéma directeur de gestion des vases des ports et des chenaux de navigation
Fonc_4_01	Adapter les prélèvements piscicoles aux ressources disponibles (sensibilisation, lutte contre le braconnage, limitation des prélèvements...)
Fonc_4_02	Soutenir les effectifs de poissons migrateurs (gestion des prélèvements, sensibilisation des pêcheurs, restauration des habitats...)
Fonc_5_01	Aménagement ou effacement des ouvrages pour rétablir la libre circulation pour les migrateurs (notamment mise en œuvre de la trame bleue)
Fonc_5_02	Aménagement des ouvrages pour favoriser le transport solide
Fonc_5_03	Améliorer les ouvrages et leur gestion (vannes de chaussées, de barrages...) pour : - garantir les débits des cours d'eau et les niveaux d'eau des marais - limiter l'impact de ces ouvrages sur la faune et la flore aquatiques

Eaux souterraines

Sout_1_01	Réduire l'impact des activités anthropiques potentiellement polluantes sur les eaux souterraines (zones d'affleurement des nappes profondes, réhabilitation de forages...)
Sout_1_02	Maîtriser les prélèvements sur les eaux souterraines (restaurer l'équilibre entre prélèvement et recharge, limiter le risque d'intrusion saline, installation de compteurs...)

Prélèvements, gestion quantitative

PreL_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles
PreL_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviales ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements, ...)

D - Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques

Connaissance

Conn_2_03	Améliorer la connaissance des eaux souterraines (inventaires, cartographie, études spécifiques, connaissance des eaux utilisées pour le thermalisme et l'embouteillage...) et développer les outils d'aide à la décision (modélisations hydrodynamique et hydrochimique...) : nappes karstiques, nappes de socle, nappes profondes, nappes d'accompagnement ...
Conn_3_01	Améliorer la connaissance des usages générateurs de pollution (industrie, agriculture, urbanisation...) : approche par bassin versant
Conn_3_05	Caractériser les zones de loisirs nautiques (sites de baignade, zones de navigation de plaisance...) : inventaire, profil environnemental baignade

Eau potable et baignade

Qua_1_01	Protéger les ressources en eau potable actuelles et futures : - limitation des activités anthropiques dans les bassins d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - limitation de la fertilisation organique et chimique en amont des captages, - développement de l'agriculture biologique à privilégier sur les aires d'alimentation des captages stratégiques les plus menacés, - <u>entretien des ouvrages de captage</u>
Qua_1_02	Améliorer les rendements des réseaux de distribution d'eau potable
Qua_1_03	Privilégier l'usage eau potable sur les autres usages économiques de l'eau et optimiser l'organisation locale des services d'eau potable (schémas directeurs eau potable, solutions alternatives)
Qua_2_01	Protéger les sites de baignade contre les pollutions, l'eutrophisation (y compris transfert de phosphore par érosion) et les cyanobactéries dues : - à l'élevage - à l'assainissement collectif et aux eaux pluviales - à l'assainissement non collectif
Qua_2_02	Mettre en place des actions de réduction des impacts des ports et des activités nautiques et ostréicoles : dispositifs d'assainissement, récupération des eaux de ballast et des produits de dégazage, gestion des déchets
Qua_2_03	Mettre en œuvre des mesures spécifiques de lutte contre les pollutions dans les zones conchylicoles et de pêche à pied
Qua_2_04	Mettre en œuvre des mesures destinées à limiter l'impact du motonautisme et de la plaisance
Qua_2_05	Réaliser un schéma directeur des loisirs nautiques

E - Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique

Connaissance

Conn_1_02	Développer le suivi quantitatif des masses d'eau : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations hydrométriques, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)
Conn_2_02	Approfondir la connaissance générale des liens entre l'hydrologie et la biologie des cours d'eau
Conn_2_07	Améliorer les connaissances sur les modalités de transfert des produits polluants : - transfert par lessivage ou par érosion : nitrates, phosphore, matières en suspension, produits phytosanitaires... - transfert par faune ou flore : plancton, bactéries...
Conn_3_02	Améliorer la connaissance des prélèvements sur les milieux (inventaire des destinations de l'eau prélevée, définition de méthode de comptabilité des volumes par usage, mise en cohérence des données,...)
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impact des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation,...

Pollutions ponctuelles

Ponc_1_02	Utiliser l'eau en sortie de STEP pour de nouveaux usages (étude de faisabilité puis mise en œuvre)
Ponc_1_03	Réaliser des schémas d'assainissement eaux usées départementaux ou par bassin et si nécessaire pour les bassins urbanisés un schéma de gestion des eaux pluviales
Ponc_1_04	Mettre en place des techniques de récupération des eaux usées ou pluviales pour limiter les déversements par temps pluie

Eaux souterraines

Sout_1_02	Maîtriser les prélèvements sur les eaux souterraines (restaurer l'équilibre entre prélèvement et recharge, limiter le risque d'intrusion saline, installation de compteurs...)
-----------	--

Eau potable

Qua_1_03	Privilégier l'usage eau potable sur les autres usages économiques de l'eau et optimiser l'organisation locale des services d'eau potable (schémas directeurs eau potable, solutions alternatives)
----------	---

Prélèvements, gestion quantitative

Prel_1_01	Mobiliser les déstockages depuis les ouvrages hydroélectriques pour le soutien d'étiage
Prel_1_02	Augmenter la ressource en eau disponible à l'étiage sur les bassins déficitaires par la construction de retenues supplémentaires
Prel_2_01	Adapter les prélèvements aux ressources disponibles
Prel_2_02	Favoriser les économies d'eau : sensibilisation, économies, réutilisation d'eau pluviales ou d'eau de STEP, mise en œuvre des mesures agroenvironnementales (amélioration des techniques d'irrigation, évolution des assolements, ...)

Inondations

Inon_1_01	Elaborer et mettre en œuvre les préconisations du schéma de prévention des crues et des inondations
Inon_1_02	Développer les aménagements de ralentissement dynamiques

F - Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Gouvernance

Gouv_1_01	Favoriser l'émergence des maîtres d'ouvrage et le développement de structures d'animation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage
Gouv_1_02	Animer et développer des outils de gestion intégrée (SAGE, contrats de rivières, plans d'actions territoriaux, plans de gestion des étiages, zones humides, cellule d'assistance technique rivière, programmes migrateurs)
Gouv_2_01	Améliorer la communication, la formation et la sensibilisation vers les partenaires et le public

Connaissance

Conn_1_01	Développer le suivi de la qualité des masses d'eau superficielles et souterraines : - développer les réseaux de mesure (nouvelles stations, enrichissement des stations existantes par mesure de nouveaux paramètres) - mettre en place un système opérationnel de suivi (définition de méthodologie et d'outils de suivi)
Conn_2_04	Améliorer la connaissance des zones humides (inventaires, atlas, cartographie...)
Conn_2_05	Améliorer la connaissance des populations piscicoles (notamment les migrateurs)
Conn_2_09	Réaliser un atlas des boisements de nature à protéger les milieux aquatiques
Conn_2_10	Réaliser une étude hydrosédimentaire du bassin versant et mettre en œuvre ses recommandations
Conn_3_04	Améliorer la connaissance des zones de pêche amateur ou professionnelle (prélèvements de la pêche, importance du braconnage...)
Conn_3_05	Caractériser les zones de loisirs nautiques (sites de baignade, zones de navigation de plaisance...) : inventaire, profil environnemental baignade
Conn_9_02	Améliorer la compréhension des relations pressions-impacts sur les milieux superficiels et souterrains et sur les zones réservées à certains usages de l'eau (baignade, loisirs nautiques, conchyliculture, eau potable, chenaux de navigation) : impact des systèmes d'assainissement, des substances, des sols pollués, des stockages de gaz, des industries nucléaires, des prélèvements et développement d'outils de modélisation,...

Modification des fonctionnalités

Fonc_1_03	Définir et mettre en œuvre des stratégies de gestion des plans d'eau existants
Fonc_2_01	Entretien, préserver et restaurer les zones humides (têtes de bassins et fonds de vallons, abords des cours d'eau et plans d'eau, marais, lagunes...) : - Interdire le drainage ou l'envoyage des zones humides abritant des espèces protégées ou des zones humides inventoriées pour leurs fonctionnalités hydrologique et/ou biologique - Procéder à des acquisitions foncières dans les zones humides - Développer le conseil et l'assistance technique aux gestionnaires de zones humides
Fonc_2_02	Mise en place de zones marines ou estuariennes protégées
Fonc_3_03	Réaliser des études et des travaux visant à traiter les problématiques "seuils" et maintien des faciès d'écoulement
Fonc_3_04	Restaurer et entretenir les annexes hydrauliques des cours d'eau
Fonc_3_05	Déterminer les espaces de mobilité des cours d'eau
Fonc_3_06	Limiter ou interdire la création de plans d'eau et limiter l'impact des plans d'eau existants
Fonc_4_01	Adapter les prélèvements piscicoles aux ressources disponibles (sensibilisation, lutte contre le braconnage, limitation des prélèvements...)
Fonc_4_02	Soutenir les effectifs de poissons migrateurs (gestion des prélèvements, sensibilisation des pêcheurs, restauration des habitats...)

F - Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Eau de baignade

Qua_2_01	Protéger les sites de baignade contre les pollutions, l'eutrophisation (y compris transfert de phosphore par érosion) et les cyanobactéries dues : - à l'élevage - à l'assainissement collectif et aux eaux pluviales - à l'assainissement non collectif
Qua_2_02	Mettre en place des actions de réduction des impacts des ports et des activités nautiques et ostréicoles : dispositifs d'assainissement, récupération des eaux de ballast et des produits de dégazage, gestion des déchets
Qua_2_03	Mettre en œuvre des mesures spécifiques de lutte contre les pollutions dans les zones conchylicoles et de pêche à pied
Qua_2_04	Mettre en œuvre des mesures destinées à limiter l'impact du motonautisme et de la plaisance
Qua_2_05	Réaliser un schéma directeur des loisirs nautiques

Inondations

Inon_1_02	Développer les aménagements de ralentissement dynamiques
-----------	--